

le monde libertaire



Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

4 AU 10 OCTOBRE 1990

N° 796

10,00 F

CRISE DU GOLFE

L'heure doit être à la paix

Recherchons défaitistes, résolument

D EPUIS le début du mois d'août la presse écrite, parlée et télévisée déverse ses flots d'images guerrières et de déclarations incendiaires, hurle au sacrilège, dénonce la nouvelle réincarnation du diable, use de tous les moyens possibles de manipulation pour préparer l'opinion à l'embrassement de la planète, au nom de la loi internationale et de l'ordre du monde... bref, nous vivons sous le régime de la propagande de guerre.

La bonne conscience

Ceux qui dénoncent, pour des raisons diverses, ces propos bellicistes et ces préparatifs militaires sont l'objet de l'anathème suprême : on les traite de « munichoïses ». Mais la référence historique est ici bien peu pertinente pour une « crise du Golfe » qui rappelle bien plus la guerre de Corée et l'affaire de Suez réunies. Comme en 1950, les Etats-Unis se servent de l'ONU pour couvrir leurs ambitions stratégiques. Comme en 1956, les gouvernements français et britannique s'empresent de servir les intérêts des compagnies pétrolières.

Journalistes et hommes politiques, dont les méthodes de manipulation se complè-

tent harmonieusement, ne furent point en peine de trouver naguère aux expéditions guerrières des Etats occidentaux les alibis les plus honorables. Il s'agit toujours d'abattre un dictateur (mais combien d'autres dictateurs sinistres ne soutiennent pas dans le même temps ?), ou d'enligner l'expansion d'idéologies et de régimes diabolisés (hier le communisme, aujourd'hui l'arabisme et l'islamisme) au nom de la défense du monde tel qu'il est, c'est-à-dire du maintien des intérêts acquis, des avantages (et des injustices) persistants, du renforcement de la domination des plus forts (et de l'écrasement des plus faibles), étant entendu que l'ordre existant, bon en soi, justifie tous les sacrifices que l'on demande... aux autres. On nous épargne ici la nécessité de défendre la démocratie, car personne n'a osé (tout de même !) défendre sur ce point le régime de l'émir du Koweït.

Cette bonne conscience a un nom : le droit international, et une apparence : les résolutions de l'ONU. Avec quelle satisfaction n'admire-t-on pas l'union des nations assemblées, quasi unanimes à dénoncer l'occupation du Koweït, et à pratiquer les sanctions économiques contre l'Irak. De cet ensemble à l'unisson, dont on nous cache en la circonstance les discordances (embargo ou blocus ? Sur quels

produits ? Dans quelles limites ?), retenons le caractère indiscutablement partial. Pourquoi ce soudain sursaut pour

prétentions à faire appliquer un mythique droit international, qu'elles bafouent allégrement pour leur part, lorsqu'elles veu-



l'évacuation du Koweït des troupes qui l'occupent, et pourquoi rien pour faire cesser l'occupation de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et du plateau du Golan par l'Etat d'Israël, celle du Liban par Israël encore, et la Syrie ? Cette constante pratique du « deux poids/deux mesures » par les puissances qui s'érigent en bras séculier de l'ONU ôte toute crédibilité à leurs

lents se débarrasser d'un gouvernement qui n'est plus à leur botte (expéditions militaires des Etats-Unis à la Grenade et au Panama), ou quand elles veulent défendre des dictateurs corrompus mais fidèles (guerre du Tchad, répression au Gabon de la part de la France).

(suite p. 5)

GOLFE

Appel à marins volontaires !

Crise du Golfe oblige, l'Etat a réquisitionné, la semaine dernière, des bateaux de la marine marchande assurant la desserte de la Corse pour embarquer des soldats et du matériel militaire.

Refusant de cautionner la politique guerrière du gouvernement, les marins du Syndicat des travailleurs corses (STC), ont alors refusé de partir. Stratégie revendicative peu banale, ils ont exigé aussitôt le versement d'une prime de 1 260 francs par jour... tout en sachant que la direction de la marine marchande refuserait de le verser. Demande faite, afin d'avoir un « motif syndical » (sic) permettant d'engager un conflit contre la réquisition des navires.

Prime refusée, ils négocièrent en contre-partie la mise en place d'une « clause de conscience », première du genre dans l'histoire de la marine, qui leur permit de « refuser l'embarquement tout en étant assurés d'éviter des représailles à l'avenir » comme le confirma Bernard Trojani, secrétaire général du STC.

On comprend mieux, maintenant, le comportement de la direction maritime, en acceptant cette clause. Celle-ci ne souhaitait aucunement voir gangrener son « corps expéditionnaire » par de tels agitateurs syndicaux.

Quant au versement d'une prime, il n'en était absolument pas question. L'Etat, d'ailleurs, ne devait pas être dupe de la stratégie du STC.

De son côté, la CGT, qui dans un même élan bloqua les navires affrétés, accepta rapidement le compromis obtenu par leurs « camarades ». Mieux ! le « brillant » leader cégétiste, Moracchini, déclara, sans honte à la presse rassemblée pour l'occasion : « On nous a appris que les bateaux étaient réquisitionnés, donc on se conforme à la loi. Même si nous subissons en l'occurrence les choses, étant foncièrement pour la paix. Mais, et c'est important de le dire, nous parlons sans demander un centime ! ». Une manière peu élogieuse et quelque peu démagogique de se démarquer.

Fred Antoni

GOLFE

La doctrine militaire US

Après nos précédents articles sur le Koweït et l'Irak, nous abordons l'étude des Etats-Unis, par l'énoncé de sa doctrine militaire. Comprendre les motivations américaines en ce domaine permet mieux appréhender l'actuelle réalité de la crise du Golfe.

L A déclaration, ci-dessous, du secrétaire à la défense de l'ex-président Reagan reste encore parfaitement d'actualité : « Nous devons être capables de nous défendre dans des guerres de toutes dimensions, de toutes formes et dans toutes les régions où nous avons des intérêts vitaux ». Les principes militaires américains n'ont en rien changé : la fonction du système militaire-industriel reste de préserver l'« American way of life » et de défendre le « monde libre », c'est-à-dire un monde dans lequel l'accès aux matières premières, aux produits énergé-

tiques, reste librement accessible au capital américain et aux conditions que celui-ci impose.

De la « riposte massive » à la « riposte flexible »

« Il faut (...) défendre les mines et les plantations d'Amérique latine ou d'Asie du Sud-Est, les gisements pétroliers du Moyen-Orient, les fabuleuses richesses du bouclier canadien, les richesses encore à peine exploitées de l'Afrique, le potentiel industriel de l'Europe occidentale où affluent les capitaux américains. Et, de surcroît, il faut assurer la liberté de navigation sur tous les océans et sur toutes les mers. L'appareil militaire est donc à l'échelle d'un empire sans frontière. (1) »

Un objectif d'une telle ampleur et d'une telle complexité ne peut se réaliser que

par la mise en place d'une stratégie élaborée. Il n'est pas indifférent d'en connaître l'évolution depuis la Seconde guerre mondiale.

Après 1945, la politique de défense américaine était fondée sur le principe d'une « riposte massive », nucléaire et immédiate, qui devait dissuader toute attaque de la part de l'URSS. On préconisait donc une réduction des moyens militaires classiques et l'accroissement du potentiel nucléaire. Mais, disaient alors les opposants à cette théorie, s'il se produisait une vague de soulèvements révolutionnaires dans le tiers monde, la stratégie de la riposte nucléaire massive serait totalement inopérante. Par ailleurs, disaient-ils, une attaque généralisée contre les Etats-Unis ou contre l'Europe était peu vraisemblable. La perte d'un régime ami ne menaçait pas, à elle seule les intérêts fondamentaux des Etats-Unis, mais

la perte cumulée de plusieurs d'entre eux pouvait fortement nuire aux intérêts commerciaux et aux investissements américains.

Les opposants à la théorie de la riposte massive proposaient la « riposte flexible », (2) adaptée aux différents types de menaces qui pouvaient apparaître, « de la guerre atomique générale à des infiltrations et à des agressions telles que celles qui menaçaient le Laos et Berlin ».

C'est la doctrine qu'adopta Kennedy. Les nouvelles méthodes de contre-insurrection et les nouveaux armements purent être mis à l'épreuve au Viet-Nam. Leur lamentable faillite et l'escalade vers une guerre totale plongèrent les Etats-Unis dans un tel bourbier que les pouvoirs de guerre à l'étranger du président subirent de fortes restrictions sous la pression de l'opinion publique.

(suite p. 5)

P. 4

La Contribution sociale généralisée.

P. 8

La démission des socialistes dans l'audiovisuel.

T 2137 - 796 - 10,00 F



F°P. 2520

Le culturalisme : mensonge politique

Au printemps, a été soulevé un débat sur l'espéranto à partir d'un article d'Annick Monte, publié dans le n° 786 du Monde libertaire. A propos de cet article, Philippe Pelletier tient à dépasser le débat linguistique pour s'attaquer au problème du culturalisme.

NE pratiquant pas l'espéranto, je ne suis pas le mieux placé pour en parler, même si je comprends et soutiens cet idéal. Je fais pour cela confiance aux espérantistes, ils ne m'ont d'ailleurs pas attendu (cf l'article d'Yves Peyraud, ML n° 789).

Le fourre-tout occidental-centriste

Ce qui me paraît grave dans l'article d'Annick Monte, c'est la percée d'un discours, celui du culturalisme. Un discours dangereux avec son tissu d'approximations scientifiques, ou d'arguments supposés vrais parce que répétés par ailleurs, et son malaise intellectuel qui, sous prétexte d'introspection critique, privilégie l'amalgame au détriment de la rigueur.

L'argument central d'Annick Monte est le suivant : le projet espérantiste étant occidental-centriste, il est à bannir.

Mais quelle pauvreté déconcertante dans l'analyse ! Il est incroyable que des propositions fonctionnant sur le registre chrétien du bien et du mal puissent trouver écho parmi le mouvement anarchiste. Car de quoi s'agit-il ? Non pas de prouver que des valeurs supposées occidentales sont mauvaises pour telle ou telle raison, mais de les condamner par le fait même qu'elles

sont occidentales, un point c'est tout ! Le sentiment l'emporte ainsi sur le raisonnement, la foi — qui ne s'explique pas mais qui se martèle — remplace la conviction.

Parlons-en de ces « valeurs occidentales »... On met beaucoup de choses et n'importe quoi dans ce fourre-tout. Que signifie par exemple une phrase comme « la technicité et les valeurs marchandes (sont) largement issues de la culture européenne » ? Depuis quand une technique (à ne pas confondre avec son utilisation) porte une couleur nationale ou culturelle spécifique ? L'algèbre inventé par les Arabes est-il sémitique ou européen ? La poudre à canon est-elle chinoise ou américaine ? La jachère est-elle méditerranéenne ou asiatique ? Où est née la monnaie ? Les Européens sont-ils les seuls peuples marchands ?

En condamnant en bloc des valeurs jugées occidentales, on glorifie implicitement celles qui ne le sont pas. Mais soutenir qu'une chose est bonne (pour garder le vocabulaire moral des culturalistes) parce que non européenne, c'est aussi grave que d'affirmer le contraire. A ce rythme-là, on devient incapable d'analyser réellement ce que peuvent être les dites valeurs, et certains zéloteurs de la différence en viennent à justifier des pratiques comme la cliterectomie parce qu'elles ne sont pas occidentales, parce que c'est la tradition, la coutume, la culture.

C'est du racisme à l'envers. Les tiers-mondistes new look ont remplacé les défenseurs de la « civilisation blanche ».

L'auto-culpabilisation a remplacé la conscience politique. On met tout dans le même panier, en reconstruisant le monde de façon manichéenne, non pas sur l'essence des idées mais sur leur géographie, si tant est que l'on puisse déterminer exactement leur origine spatiale. Notons au passage que certains intellectuels asiatiques ou africains, stipendiés par les classes dirigeantes de leur pays respectif (oui, oui, cela existe même chez les Bambaras, les Hutus ou les Tutsis), ont essayé de démolir la notion de lutte de classes sous le prétexte qu'elle était d'origine occidentale.

La révolution industrielle n'est pas une idéologie

Oublier le soubassement socio-politique des cultures conduit tout naturellement à de graves contre-sens dans l'analyse des rapports de causalité.

Si l'espéranto est devenu « la langue artificielle » (mais, au fait, qu'est-ce qu'une langue « naturelle » ?) ayant obtenu le plus de succès, ce n'est pas parce qu'elle est occidental-centriste mais parce qu'étant liée à la première révolution industrielle, elle s'est développée dans son sillage et donc dans le monde entier. Or, la révolution industrielle n'est pas une idéologie, mais bien un phénomène socio-économique, terrestre allais-je écrire.

Il faut voir comment les anarchistes chinois du début de notre ère (comme le groupe du « Nouveau siècle ») ont accueilli avec ferveur les techniques et les découvertes scientifiques qui leur permettaient de critiquer avec efficacité ce confucianisme qui se considérait comme une organisation naturelle de la société, autojustifiée, incontestable, culturelle pour tout dire (et donc comme la seule possible, avec ses hiérarchies, son obscurantisme, son oppression). Il faut voir comment tout aussi logiquement la plupart d'entre eux sont devenus espérantistes : l'écrivain Bakin et Liu Shih Fu. Ce dernier fonda, en 1912, l'« Association d'étude de l'espéranto » — *Shih chieh yü yen chiu hui* — ; elle revendiquait 300 membres et représentait Canton au sein de l'Union universelle des espérantistes, posant ainsi (comme au Japon avec Osugi Sakae) les fondements de cet idéal en Asie.

La révolution industrielle n'est pas tombée du ciel, ce n'est pas une création divine mais humaine : à son origine on trouve le progrès (appelons les choses par leur nom) philosophique et tech-

nique (le fameux siècle des Lumières), lequel se situa il est vrai en Europe mais contre des valeurs que l'on peut considérer cette fois comme « occidentales » (au sens large qui plus est), comme le christianisme (né dans le désert du Proche-Orient, rappelons-le), et contre son institution, l'Eglise (avec les condamnations, rappelons-le encore, de Galilée, Jean Huss, etc.).

Le culturalisme divise

Et, de grâce, ne confondons pas l'industrie avec son utilisation, laquelle, comme nous le démontre le capitalisme, peut être aussi nuisible que bénéfique.

Le culturalisme glorifie tautologiquement la culture — ou plus exactement certaines cultures et pas d'autres — à la fois comme valeur intrinsèque et comme mode d'explication fondamentale des phénomènes culturels. Il est aux gongoures de la soft-idéologie contemporaine ce que le mode de production était aux marxistes soixante-huitards : fait pour tout démontrer, tout justifier. Curieux comment des intellectuels censés s'affranchir des contraintes mentales aiment à troquer des hochets idéologiques ou des démarches autoritaires contre d'autres.

En fait, sous couvert de cultiver la différence, le culturalisme accentue la divergence. Menant une attaque en règle contre l'universalisme, il prône le retour sur soi, il glorifie la tradition pour la tradition, parce qu'elle est tradition. Encore quelques pas, et on arrive au discours de l'extrême droite qui dénonce le cosmopolitisme, nous refait le coup des Chouans et récupère le régionalisme (oh les jolis petits drapeaux de nos bons pays lors du défilé du 1^{er} Mai organisé par le Front national !).

Pour cela, on n'hésite pas à recourir à une vision tronquée des choses. La langue bretonne, par exemple, fut interdite dans les écoles par l'Etat français, argument souvent repris, mais il faut savoir aussi que les pêcheurs ou les marins bretons ont adopté le français d'eux-mêmes, et depuis longtemps, parce que c'était la langue du commerce et de l'échange, tandis que les régions reculées de l'intérieur, ultra-conservatrices, répugnaient à l'ouverture.

A rebours, le multilinguisme prôné par Annick Monte, et au demeurant souhaitable, est revendiqué par des Etats comme la Suisse, la Yougoslavie, la Belgique ou le Canada qui ne passent pas, que l'on sache, pour des modèles de société libertaire. Cela ne prouve rien, si l'on confond le fond et la forme des choses.

Pourtant, l'universalisme — compris dans la fraternité de tous les hommes débarrassés de l'Etat, du Capital et des Eglises — doit être l'objectif et le moyen de tous les exploités pour en finir avec le système, parce que celui-ci fonctionne plus que jamais à l'échelle mondiale, parce que oublier la dimension universelle reviendrait à reconstruire des petites féodalités fragiles, qui seront de nouveau menacées par les systèmes autoritaires et centralistes, comme les Indiens ont été massacrés dans un coin de la planète et les Noirs de l'autre sans qu'intervienne la solidarité transnatio-

nale comme seule défense possible, parce qu'enfin une société libertaire serait condamnée à mourir sans l'échange fécond. A mourir économiquement, comme les autarcies mussolinienne ou maoïste, à mourir socialement, une fois reconstituées les mini-castes accrochées à leur petit pouvoir-territoire, à mourir génétiquement, avec l'endogamie, à mourir spirituellement, avec des valeurs racornies, rabougries, racroquevillées.

En tout état de cause, nous avons affaire à un mouvement réactionnaire qui finit par identifier la culture à la nature, dernière étape d'un cheminement anti-rationaliste qui nous ramène à l'époque où les rois justifiaient leur autorité comme chose divine et naturelle, où les progrès techniques, scientifiques et intellectuels étouffaient sous le poids de l'absolutisme et de l'inquisition.

Ce retour n'est ni souhaitable, ni possible ! Nous ne serons pas les nouveaux Pol Pot, nous ne ferons pas pousser des carottes à la place du centre Beaubourg, nous ne serons pas à la ville ou à l'industrie ce que furent les khmers rouges à la riziculture, édifiant au mépris des techniques les plus élémentaires (jugées « occidentales ») de monstrueux systèmes d'irrigation (jugés purs et khmers) qui ne servent jamais. Nous ne nous joindrons pas aux tribus d'éphèbes dénués qui défilèrent devant les immeubles post-modernes qui rajoutent des fleurs pour dépasser la froideur du béton polissé.

Le culturalisme, manœuvre idéologique et politique

Le culturalisme est une idéologie qui recouvre un projet politique. Ce qui se cache à peine derrière elle, ce sont les nouveaux intellectuels des Eglises, toujours à la pointe du combat contre la raison et qui ont très bien compris la devise « diviser pour régner » — et par ici la différence, la tolérance hypocrite, ainsi que les intellectuels de l'écologie, ce sont les mêmes parfois comme Ivan Illich, avec les adeptes du potager-propriété-privée. Sincères ou non, ces nouveaux intégristes de la nature divine sont les jouets des capitalistes qui savent ce que raison et technique veulent dire mais qui ont besoin de garde-fous.

Dans ce contexte, la critique absolue de l'espéranto qui rejette toute création voulue et construite par les individus remet en cause l'idée même d'utopie. Au bout du compte, c'est le refus de la révolution, de la rupture radicale avec ce qui existe, la négation de tout projet et de tout idéal de société future.

Soutenir que « dans tous les cas la langue est instrument de pouvoir », y compris, donc, dans une société anarchiste, c'est non seulement une tautologie stupide mais cela implique aussi deux choses : soit de se couper la langue, ce qui est absurde, soit de reconnaître que le pouvoir est indépassable... où l'on retrouve, conforté, le fameux fatalisme religieux ! C'est grave. Les capitalistes et les gouvernants s'en réjouiront, pas nous.

Philippe Pelletier

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° 35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n° 95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n° 170 F	310 F	250 F
1 an	45 n° 290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

DES MUTINS DE LOOS EN PROCES

Condamnés pour l'exemple !

La main sur le cœur, les magistrats prétendaient ne point vouloir se venger... pourtant ils l'ont fait en infligeant de lourdes peines à huit mutins de la prison de Loos !

QUINZE ans. Quinze ans de prison supplémentaires pour huit nouveaux « meneurs », inculpés de dégradations lors de la mutinerie de Loos, le 28 avril dernier. Quinze ans de prison de plus à huit prisonniers, parce qu'un beau jour de printemps, 137 détenus ont manifesté leur désespoir, leur écœurement. Ils voulaient des douches, ils voulaient du chauffage, ils voulaient qu'on les écoute. Ils voulaient hurler leur haine de la prison, leur dégoût pour la justice qui les y laissait croupir, souvent sans jugement, en préventive. Ils voulaient dire l'injustice, la non-vie en prison. Soixante-seize d'entre eux sont montés sur les toits. Les flics accrus les ont mis en joue. Quelques tuiles ont volé, quelques bâtiments ont brûlé. Encerclés, les prisonniers se sont rendus.

Le ministère public s'est contenté de la procédure de citation directe — cinq mois après les faits —, pour condamner ceux auxquels on avait décidé de faire payer. Quelques délations, et un film tourné par les flics, ont suffi à l'accusation pour identifier les coupables. Qu'importe si l'image est floue, les plans mal tournés, les mutins absolument méconnaissables : ils ont payé quand même.

Qu'importe, aussi, ce que les prisonniers ont expliqué, revendiqué au procès : ils reconnaissent avoir lancé des tuiles ; mais les CRS, eux, étaient rentrés dans la détention avec des haches. Ils n'ont blessé personne. L'administration pénitentiaire, jamais avare en matière de représailles, les a transférés, entassés au mitard, nus et quatre par quatre, en les arrosant régulièrement de lacrymogènes.

L'acharnement

Qu'importe, enfin, les plaidoiries des avocats rappelant toutes les tentatives de dialogue refusées — depuis des années, par la direction de la prison de Loos —, les cas de détention provisoire durant des années, les cellules surpeuplées où l'on s'entasse 22 heures sur 24, les soins médicaux à peu près inexistantes.

Suprême et dorénavant classique mépris : une fois de plus, le ministère public a reconnu que ces revendica-

tions n'étaient pas dénuées de tout fondement. Avant d'assommer Ghaoudi Moussouat, 19 ans, « auteur d'un incendie » : trois ans fermes. Mohamed Megherbi, 25 ans, en détention provisoire au moment des faits : trois ans fermes. Saïd Benhamsa, 19 ans, un an ferme. Abdelkader Riabi, 27 ans, dix-huit mois fermes. Henri Brugnon, 29 ans, deux ans fermes. Bernard Dewane, 24 ans, dix-huit mois. Ali Katouache, 25 ans, en détention provisoire au moment des faits : deux ans fermes.

Un combat qui continue

La salle d'audience du tribunal était pleine, le 25 septembre, jour du procès. Amis des détenus et militants étaient venus témoigner leur solidarité envers les mutins de Loos, envers tous les prisonniers en lutte qui, durant les trois dernières années, ont été condamnés à plus de cinquante ans de prison supplémentaires pour délit de révolte. A l'énoncé du verdict, ils ont hurlé leur indignation. La trentaine de flics aux aguets les a bien sûr évacués.

Vingt ans de prison pour les cinq « meneurs » d'Ensisheim, en février 1988. Cinq ans pour les trois « meneurs » de Clairvaux, en mai 1988. Dix inculpations, trois ans après les faits, pour les mutins de Saint-

Maur, dont le procès en appel se déroulera le 18 octobre prochain. Quinze ans, à présent, pour les meneurs désignés de la maison d'arrêt de Loos. Après les condamnations supplémentaires, les tabassages, les persécutions systématiques des soi-disants meneurs durant tout le reste de leur détention, l'administration pénitentiaire invente la terreur à retardement : au cours de cet été, des révoltes ont éclaté dans une trentaine d'établissements pénitentiaires, centrales et maisons d'arrêts. Qui sera inculpé, condamné ?

Cinquante ans de prison supplémentaire en trois ans. Le mouvement des prisonniers paye de plus en plus cher des revendications affirmées avec de plus en plus de véhémence : abolition des quartiers d'isolement, du prétoire, du mitard, mise en place de parloirs intimes, remises de peines systématiques et effectives, cessation des interminables préventives, droit à la parole, à la dignité. Un combat que la justice n'a toujours pas réussi à faire taire.

Pascal Choisy

REPRESSION

Perquisition à la COPEL

Il s'agit sans doute d'une coïncidence : un mois, presque jour pour jour, avant le procès en appel des mutins de Saint-Maur, la section anti-terroriste a procédé à la saisie de tout le matériel d'édition de la Commission pour l'organisation des prisonniers en lutte (COPEL).

Le 19 septembre dernier, neuf membres de la section anti-terroriste ont fait irruption au domicile de deux animateurs de l'association, Annelise Benoit et Bruno Baudrillart. L'appartement a été perquisitionné, les deux militants conduits au quai des Orfèvres pour 24 heures d'interrogatoire, et les disquettes, disque dur, imprimante de la Commission placés sous séquestre.

Motif de la commission rogatoire : « constitution interdite de fichiers ». De fait, une loi de 1978 interdit la constitution de tout fichier, même manuel (!) sans une autorisation préalable à la Commission nationale informatique et liberté. Or, la COPEL disposait, comme toute association de pêcheurs à la ligne, d'un fichier d'adresse des abonnés. Pire, la COPEL avait répertorié un certain nombre de prisons, leur adresse, le nombre de détenus et autres informations hautement confidentielles. Une gravissime inquisition, à l'heure où le gouvernement reconnaît que 100 000 personnes, par an, sont soumises à des écoutes téléphoniques illégales, et où personne n'ose plus se pencher sur les milliers de fichiers méticuleusement constitués par les Renseignements généraux.

Le chef d'inculpation (« Non déclaration préalable à la CNIL ») est passible d'une amende. Plus gênant pour la COPEL, le matériel informatique sera sans doute gardé sous séquestre jusqu'au procès — ou au non-lieu. Difficile, dans ces conditions, d'assurer la parution de *Rebelles*, le mensuel d'information sur l'univers carcéral, dont le prochain numéro aurait été largement consacré aux déclarations des mutins de Saint-Maur avant leur procès en appel, le 18 octobre prochain. Mais il ne s'agit, sans doute, que d'une coïncidence ?

P.C.

N.B. On peut joindre la COPEL en écrivant à : Octobre, BP 781, 75124 Paris cedex 03. Tél. : (1)40.37.27.76.

MAL-LOGES

Expulsions : la lutte paie

Chez les mal-logés, on croit les problèmes réglés, or d'autres surgissent... d'où un certain malaise. Un sentiment que les agissements criminels des nervis de propriétaires n'amoindrissent en rien, comme Pascal Petit nous le démontre.

APRÈS 5 mois de lutte, les expulsés de deux immeubles réquisitionnés par le Comité des mal-logés, qui campaient depuis le 2 mai dernier dans le 20^e arrondissement, s'apprentent à fêter leur victoire. Les 48 familles qui ont passé l'été sous les tentes du square de la Réunion se sont vues attribuer un logement. Même soulagement pour les 9 familles occupant le parvis du Sacré-Cœur : 7 ont obtenu un logement, les deux autres l'attendent d'un moment à l'autre. Ces deux victoires montrent à tous les blasés de la « bof-génération » que se battre peut encore servir à quelque chose.

Dans le 19^e arrondissement, par contre, les nuits commencent à être fraîches pour les 5 familles en lutte, lâchement abandonnées par la gauche bien pensante (voir *ML* n° 793). Après plusieurs rendez-vous infructueux, elles ont pu enfin, ce vendredi 28 septembre, rencontrer M. Merloz, adjoint du préfet de Paris. Celui-ci a annoncé que trois dossiers étaient actuellement à l'étude et qu'il prenait acte des deux autres, mais que le contingent de logements HLM attribués à la préfecture pour secourir les personnes en difficulté touche à sa fin. Depuis le 2 mai dernier, en effet, la quasi totalité des relogements des expulsés en lutte s'est effectuée sur le contingent préfectoral, la Mairie de Paris préférant conserver le sien pour les chefs d'entreprises et hauts fonctionnaires RPR dans le besoin. Dans le rayon « aide sociale façon RPR » notons aussi la valeu-

reuse prestation du bureau d'aide sociale du 19^e arrondissement, qui proposa à une des familles expulsées avec 5 enfants, de les reloger à l'hôtel à condition que celle-ci avance les frais des 15 premiers jours. Au bout de deux semaines à 360 francs la nuit (pour 7 personnes), le BAS refusait de les rembourser. La famille C. a dû rejoindre la tente de la place Armand-Carrel sans même plus de quoi « bouffer » !

Camping par-çi, vigiles par-là

Avant la trêve d'hiver, qui devrait intervenir courant novembre les expulsions continuent. Le jeudi 20 septembre, M. Dioura, éboueur parisien, locataire en titre d'un appartement dans le 18^e arrondissement se retrouve à la rue avec ses deux femmes et quatre enfants, suite à une décision de justice faisant respecter la loi Méhaignerie. Le lendemain c'était au tour de Mme Frias, chauffeur de taxi, et de son fils d'être expulsés, bien que locataires en titre depuis 1980. Deux jours avant, pourtant, elle avait reçu une lettre rassurante du maire d'arrondissement, M. Alain Juppé ! Démandeuses de HLM depuis 1985 et 1983, ces deux familles vivent depuis le dimanche 23 septembre sous une tente devant la mairie du 18^e, en compagnie d'un autre couple, à la rue depuis la veille. Soutenues par le Comité des mal-logés et une large fraction

de la population, elles sont néanmoins régulièrement inquiétées par des « mémères » et des jeunes du Front national.

Lundi 24 septembre, un locataire du 3 bis, rue de la Réunion (20^e) trouve en rentrant du travail, l'escalier de son immeuble aspergé d'essence. La police alertée, l'incendie est évité. Mais le mercredi 26, à 10 h du matin des sbires commandés par le nouveau propriétaire de l'immeuble arrivent sans crier gare et défoncent portes et murs de tous les appartements, alors que des personnes sont encore à l'intérieur.

Enfin, toujours dans le 20^e arrondissement, rue des Haies, une quarantaine de vigiles, employés à la surveillance d'un immeuble en construction, font régner « leur » loi dans le quartier. Le samedi 22 septembre, à la sortie d'un concert anti-vigiles organisé par de jeunes squatters, la milice privée s'attaque aux jeunes, les poursuivant jusque sur la place de la Réunion, et tirent des coups de feu (deux personnes avaient déjà été blessées la semaine précédente). Devant l'afflux de gens du quartier, les nervis prennent la fuite et préviennent la police ; celle-ci s'est alors pressée, avec force matraquage, d'interpeller 6 squatters autonomes de la rue Ligner.

Si la victoire apparaît donc désormais certaine pour les occupants du square de la Réunion et du parvis du Sacré-Cœur la plus grande vigilance reste de mise et la lutte continue.

Pascal Petit (gr. du 19^e-Nord)

Les rendez-vous de la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot (M^o République), 75011 Paris).

Le samedi 6 octobre, à 16 h 30, un forum sera animé par Gaetano Manfredonia à propos de la sortie du livre *Les Anarchistes et la Révolution française*.

Infos dernières...

Nous apprenons qu'une mobilisation est en cours en vue de riposter à une expulsion qui s'est déroulée il y a une semaine dans la commune de Stains (Seine-Saint-Denis). En effet, deux familles zairoises, avec dix enfants, se sont retrouvées à la rue et campent aujourd'hui sur la place de la mairie. Nos camarades du groupe Henry-Poulaillé de Saint-Denis sont sur la brèche et ne manqueront pas de vous informer du déroulement de cette mésaventure.

La rédaction

EDITORIAL

Fleur au fusil ou non, le jour « J » approche. On nous le matraque à longueurs d'antennes télé et radios. La presse écrite n'est pas en reste ; *Le Quotidien de Paris* titrait grossièrement Vendredi 28 septembre : « Le salaud », qualifiant ainsi le président irakien... « La logique de guerre » fait les choux gras d'une presse en manque de chairs à canons.

C'est une bonne affaire pour les gouvernants. Même si les marchés financiers s'inquiètent, voilà une bonne raison pour faire entendre la voix des profits. La logique de guerre devient logique marchande. Elle est devenue la formule miracle d'un pouvoir en quête de légitimité.

— « Logique de guerre... qui va payer ? », s'interroge Stoléru.

— « Les salariés ! », répond en substance Bérégozov.

— « Logique de guerre... trois ans ferme ! », annonce le juge.

— « Pour ça ? », répondent les mutins de Loos.

— « Logique de guerre... c'est une affaire entre arabes », affirme Le Pen. Une manière étonnante d'occulter le fait qu'il est, lui aussi, pour la guerre... mais contre les étrangers... affimerions nous !

— « Logique de guerre... la sécu va mal », répète sans cesse les décideurs... « Il faut une cotisation sociale généralisée », propose Rocard.

— « Logique de Guerre... logement, il faut empêcher les entrées par voie de fait (lisez squatters) et supprimer la trêve hivernale », proposent certains... « Virons les pauvres ! », pourraient clamer en cœur les vingt maires d'arrondissements de Paris.

— « Logique de guerre ?... logique de paix ! », revendiquent les anarchistes !

ANTIFASCISME RADICAL

Tours mobilisé contre Le Pen

LE 27 août, à Tours, une manifestation a été organisée contre l'université d'été du Front national. Celle-ci avait pour thème la « liberté », ce qui pourrait prêter à rire, si ceci n'avait pas un caractère aussi dramatique. Dès mi-juillet, suite à l'annonce de la tenue de cette université, la riposte s'organisait (manifestation, collages d'affiches et d'autocollants, distributions de tracts, bombages...), mais très vite il s'avéra qu'aucun compromis ne pouvait exister entre l'antifascisme bon teint et démagogique du Parti socialiste et de ses proches (FEN, SOS-Racisme...) et l'antifascisme radical, expression d'organisation comme le SCALP, la Fédération anarchiste, la Confédération nationale du travail et l'Organisation communiste libertaire. Pour la manifestation, il nous a semblé important de constituer un cortège alternatif, autant par rapport au fascisme brun à la Le Pen, que par rapport à la politique gouvernementale et au PS, et d'affirmer l'existence et le développement d'un pôle antifasciste radical avec un mot d'ordre comme : « Contre tous les racismes, contre tous les fascismes... la révolution reste à faire ! ». Nous avons donc mené notre propre campagne et avons appelé à se rassembler en un lieu différent, situé cependant sur le parcours de la manifestation du PS et consorts (jusqu'à la LCR !). Ce cortège noir et rouge, fort d'environ 250 personnes, précéda l'autre cortège et emmena la manifestation devant les barrages de CRS, protégeant l'endroit où se tenait l'université d'été du FN. Le gros des manifestants des deux cortèges se retrouvèrent là, alors que le PS dirigeait ses troupes vers un autre lieu où il organisait une fête. Cette fête fut un véritable « bide », puisque ne rassemblant, selon la presse, qu'une cinquantaine de personnes lors de cette soirée prévue sur une place populaire. Notre propre manifestation s'est terminée relativement tard après un blocage,

spontanément organisé par des manifestants, de l'autoroute proche, et quelques échauffourées avec les CRS. Ce rassemblement fut une réussite compte tenu du nombre de personnes que nous avons réunies (1) malgré la période estivale, mais aussi par rapport à l'impact que nous avons eu sur une partie de la jeunesse et au sein des médias locaux, voire nationaux. Ce fut aussi une importante consécration du travail commun engagé depuis quelques années entre différentes organisations du mouvement libertaire et la concrétisation d'une stratégie visant à rompre le consensus actuel, autour du PS et sa politique gouvernementale. Nous avons donc réussi aussi une sorte de répétition locale et provinciale face à ce qui se met en place

l'exploitation de plus en plus accrue que nous subissons. Il faut donc maintenir cette ligne lors de prochaines manifestations.

Contre tous les fascismes

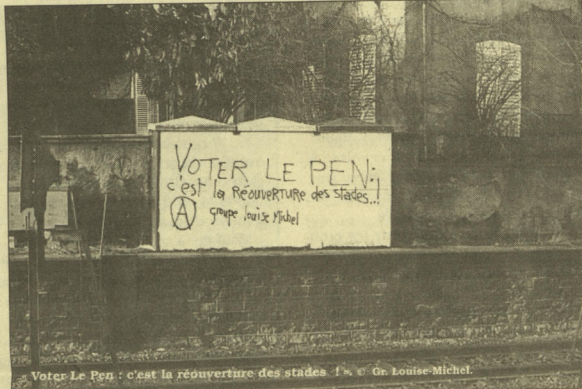
Nous réaffirmerons, lors d'une nouvelle manifestation prévue au printemps 1991, et pendant la campagne qui la précédera, que la montée du Front national n'est pas indépendante de la crise sociale que nous connaissons. L'idéologie fasciste prônée par Jean-Marie Le Pen et consort trouve un écho dans la désagrégation des tissus sociaux dans les quartiers, dans le chômage et la précarité, dans les politiques racistes menées par les diffé-

antifascisme radical et indépendant peut freiner la fascisation du système et offrir des perspectives réelles de changement : lutte antimilitariste, lutte contre l'idéologie et les pratiques sécuritaires (ghettoïsation des quartiers dits « à risques », bavures policières...), lutte contre le sexisme moralisateur (remise en cause de l'avortement...), lutte contre la restauration de l'ordre moral (drogue, SIDA), lutte anti-impérialiste (Irak, Gabon...) et anticolonialiste (Kanaky, Euzkadi, Corse, Irlande, Palestine...), lutte contre l'apartheid, lutte pour l'abolition des prisons et de manière générale contre tout fonctionnement hiérarchisé de la société.

Il nous faut œuvrer à renforcer et développer ce mouvement social, antifasciste radical, et développer aussi un pôle anarchiste dynamique et présent sur tous les terrains de luttes.

Groupe Maurice-Fayolles de Tours

(1) Des camarades de *Réflexes* et de la CNT de Paris, des groupes FA de Nantes, Bordeaux, Poitiers et Rennes, de l'OCL de Nantes et de Mantes-la-Jolie, du SCALP de Toulouse (en espérant ne pas en oublier) ont contribué, par leur présence, à la réussite de cette action.



Voter Le Pen : c'est la réouverture des stades ! ». G. Louise Michel.

nationalement autour de l'« Appel des 250 » (Ils seraient 3 000 maintenant) qui cherche à faire l'unité autour du PS et des valeurs républicaines et humanistes bourgeoises. Appel, qui masque les responsabilités de « nos » nouveaux, et ô combien compétents, gestionnaires du capitalisme. Appel, qui masque la réalité sociale catastrophique dans laquelle nous vivons et

rents gouvernements et plus particulièrement depuis l'élection de François Mitterrand en 1981, avec l'accroissement des expulsions, le développement des camps de rétention, la limitation des regroupements familiaux, la remise en cause du droit d'asile, le renforcement de l'Etat policier et de l'Europe des polices, la généralisation du fichage, etc. Nous réaffirmeront que seul un

La Fédération anarchiste vous intéresse ! Les Relations Intérieures tiennent une permanence chaque samedi, entre 15 et 17 heures au 145, rue Amelot (M^e République), 75011 Paris.

EN BREF

NOUVELLE ADRESSE

L'UD-CNT du Val d'Oise change d'adresse. On peut désormais la joindre en écrivant à CNT-AIT-Val d'Oise, BP 56, 95602 Eaubonne cedex.

MEETING CONTRE LA « DOUBLE PEINE »

A l'appel du Collectif contre la « double peine », un meeting aura lieu le samedi 6 octobre, de 14 h à 18 h, à la Bourse du travail du boulevard du Temple (M^e République).

SOIREE-TEMOIGNAGE DE LA « MAISON DE VIGILANCE »

« Un an en Palestine occupée », par Vincent Bony et Fabienne Castelbou, le vendredi 12 octobre, à 20 h 30, salle Foch, 201, rue de Paris, Taverny (95). Participation : 20 F. Pour tout contact écrire à la « Maison de vigilance », 134, rue de Berthemont, 95150 Taverny. Tél. : (1)39.95.88.28.

JOURNEE INTERNATIONALE DE SOLIDARITE AVEC LES PEUPLES INDIENS

Le samedi 13 octobre au Théâtre Georges Pompidou, 142, rue de Fontenay (M^e Château de Vincennes ou RER Vincennes), à Vincennes. Pour tout renseignement prendre contact avec « Nitassinan », BP 101, 75623, Paris cedex 13.

CONFERENCE DE « DEFENSE DE L'HOMME »

Au siège de la Libre pensée (12, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris), le lundi 15 octobre, à partir de 19 h 30, est organisée une soirée pacifiste sur le thème : « La paix serait-elle politiquement indépassable », animée par l'Union pacifiste et le MAD.

MANIFESTATION PARISIENNE

10 000 pacifistes dans la rue en réaction à la crise du Golfe

Le samedi 29 septembre, environ 10 000 personnes ont manifesté du Châtelet au Panthéon en réaction à la crise du Golfe. En tête du cortège une banderole unitaire... Puis le Parti communiste, qui revendiquait 70 ans de combat pour la paix : il oubliait son soutien inconditionnel à l'URSS lors de l'écrasement des différents peuples en lutte (de l'Ukraine à l'Afghanistan, en passant par Budapest) et les ventes massives d'armes du « grand frère » à l'Irak. Suivaient ses satellites : Jeunesses communistes, Union des étudiants communistes, Union des femmes françaises ; quelques centaines de verts et jeunes ouvriers chrétiens pris en sandwich entre les communistes, la CGT et les étudiants de l'UNEF-SE. Deux cents Palestiniens précédaient les nombreuses sections françaises de la IV^e Internationale (LCR, Lutte ouvrière, AJR-PCI, Ligue trotskyste de France, etc.) et autres marxistes-léninistes. Dans un ordre quasi militaire les enfants en tête, portant des drapeaux rouges venaient les divers partis communistes kurdes et turcs.

Enfin nos compagnons de l'Union pacifiste de France (UPF) et comme souvent, fermant la marche notre Fédération anarchiste. N'ayant pas été invités au collectif d'organisation de cette manifestation, et n'en ayant été avertis que deux jours à l'avance nous rassemblions, quand même, 250 personnes. Une réelle mobilisation, donc, pour la paix dans le Golfe, malgré le peu de publicité.

La troisième guerre mondiale qui se prépare ne laisse personne indifférent ; pour qu'une véritable opposition au conflit se manifeste, la propagande pacifiste et antimilitariste doit encore s'amplifier.

Pascal Petit (gr. 19^e-Nord),
Sylvain Eischenfeld et Philippe (gr. Flores-Magon)

CONTRIBUTION SOCIALE GENERALISEE

Le nouvel impôt « social »

NOUVELLE conception de la solidarité pour certains, nouvel impôt pour d'autres, la Contribution sociale généralisée est présentée au Conseil des ministres ce mercredi 3 octobre. C'est Claude Evin, ministre de la Santé, qui aura la rude tâche de défendre ce dossier au Parlement : bien des remous dans les rangs socialistes, tout particulièrement du côté de Bérégovoy, bien des oppositions chez Chirac et ses acolytes, sont à attendre.

S'il est juste de vouloir rééquilibrer le financement de la Sécurité sociale, en élargissant l'assiette de prélèvement, c'est aussi un revenu du Capital qu'il aurait fallu faire appel. Or, sur les 30 milliards escomptés par une contribution sociale généralisée de 1,1%, seuls, 3 milliards de francs seront apportés par les revenus du patrimoine : 10% de l'effort ! Par contre 24 milliards seront prélevés sur les revenus du travail : 22 milliards sur les salaires, 5 autres milliards sur les revenus de remplacement. Ainsi tous les salaires, indemnités de chômage, retraites et préretraites, garanties de ressources, pensions d'invalidité, indemnités journalières de maladie, pensions vieillesse... seront soumis à contribution dès lors qu'ils seront supé-

rieurs au SMIC brut ou qu'ils seront imposables. C'est en fait plus de la moitié des retraités, c'est près de 10% de chômeurs qui y participeront. Seront épargnés les RMI, les allocations d'adultes handicapés, les allocations familiales et de maternité, les rentes et indemnités d'accidents du travail, les pensions de guerre et les retraites de combattants, l'épargne populaire.

Prélevée par l'URSSAF pour les revenus du travail et par les services du fisc pour ceux du capital, la contribution sera versée pour 1/3 à la Caisse nationale d'assurance vieillesse et pour 2/3 à la Caisse nationale d'allocations familiales : elle devrait, ainsi, permettre de combler le trou annuel de l'assurance vieillesse estimée à 8, voire 10 milliards. Mais au passage, on laisse entendre qu'une réduction de la cotisation dite patronale serait accordée.

Votée chaque année par le Parlement, la contribution sociale généralisée entre dans le cadre de la fiscalisation : c'est ce que dénoncent avant tout les organisations syndicales, hormis la CFDT (1). Fiscaliser le financement de la Sécurité sociale, c'est définitivement la retirer du contrôle des salariés : c'est davantage encore ouvrir la porte aux assurances pri-

vées et à une médecine à deux vitesses. En outre, non déductible du revenu imposable... la CSG est donc réintégrée dans le calcul de l'impôt : ce sera alors un impôt sur des cotisations sociales. Un grand danger donc pour notre système de sécurité sociale, un de plus. Le financement de la Sécurité sociale est financièrement inéquitable : aussi devrait s'appliquer non seulement « à revenu égal, contribution égale », mais également une taxe sur les machines, le capital, le patrimoine et un déplaçonnement des cotisations (2). Alors là, on verrait s'il y a nécessité d'inventer un casse-tête aussi peu social, aussi peu généralisé. Mais peut-être aussi, que les dépenses de solidarité seraient d'un tout autre ordre et autre niveau, si l'on pensait à augmenter les salaires et les retraites et à diminuer, pour supprimer, le nombre de chômeurs : ne deviendraient-ils pas alors des travailleurs qui cotiseraient ?

Hélène
(gr. Pierre-Besnard de Paris)

(1) C'est un vieux projet Delors ; il est aisé de comprendre l'assentiment de la CFDT.

(2) Bien d'autres causes expliquent le perpétuel trou de la Sécurité sociale : en particulier, le non paiement par les entreprises des charges sociales.

GOLFE

La doctrine militaire US

(suite de la une)

Le Pentagone fut donc amené à élaborer une autre doctrine permettant d'assurer la protection des intérêts américains tout en évitant une intervention directe à l'étranger. On en vint alors à distinguer les intérêts du centre, qu'il fallait défendre avec tous les moyens nécessaires, et les intérêts périphériques dont la défense devait être confiée aux alliés ou à des Etats généraux.

La théorie de la « riposte flexible » fut par la suite à son tour mise en cause par un groupe d'opposants(3), qui critiquaient le non-interventionnisme de Carter. Ils regrettaient que les Etats-Unis ne soient pas intervenus en Angola et en Ethiopie car cela aurait découragé d'autres « défis » dans d'autres points critiques où l'approvisionnement en pétrole était menacé.

La théorie militaire

L'ère Reagan marque une nette escalade dans la théorie militaire américaine. Sa nouvelle stratégie était fondée sur les points suivants :

1.— Les intérêts des Etats-Unis peuvent être menacés dans n'importe quelle région du globe. Le général Daniel C. Jones déclare devant le Congrès en 1981 : « Nous vivons à une époque où un coup d'Etat, une grande grève, une attaque terroriste ou une guerre prolongée entre voisins peuvent, comme jamais auparavant, déclencher des conséquences mondiales qui affecteraient notre bien-être national et notre sécurité (...) Nous avons besoin d'une ample vision stratégique qui intègre les problèmes régionaux dans un cadre plus global. »

Des plans d'urgence sont ainsi préparés, pour permettre aux Etats-Unis de répliquer à des gestes d'hostilité dans une région, par une contre-attaque dans une autre.

2.— L'ordre international ne peut guère être assuré que de façon unilatérale par les Etats-Unis, seuls capables de résister aux agressions contre les occidentaux.

3.— Les initiatives soviétiques dans le tiers monde doivent être systématiquement contrées. Les négociations sur le contrôle des armements, selon le général Haig, « ne peuvent être la pièce maîtresse ni le baromètre crucial des négociations américano-soviétiques ». Ces négociations sur le contrôle des armements nucléaires deviennent tellement formelles que Helmut Schmitt a pu déclarer au *Washington Post* du 22 mai 1983 : « Il faudra me convaincre avant la fin de cette année que les Américains négocient sérieusement. Je n'en suis pas encore convaincu. »

4.— L'arme nucléaire n'est qu'une arme parmi d'autres dans la nouvelle stratégie, qui envisage la possibilité d'une escalade « verticale » — passage de l'armement conventionnel à l'arme nucléaire — aussi bien que « horizontale » — déplacement géographique d'un conflit ou son élargissement.

5.— L'Europe reste l'un des sites de guerre possibles, le deuxième étant le Golfe persique qui a remplacé l'Extrême Orient dans la doctrine réactualisée des stratégies. Ces derniers considèrent que les Etats-Unis doivent être en mesure de mener la guerre sur les deux sites principaux et un conflit plus limité sur un troisième site, d'où la doctrine dites de « deux guerres et demies ».

6.— Le développement de la force navale est indispensable pour assurer le contrô-

le des mers et l'accès aux matières premières et protéger le commerce. La force navale est également essentielle à toute intervention de la force de déploiement rapide.

7.— Les ventes d'armes aux régimes pro-américains du tiers monde sont en accroissement constant après le coup de frein donné par Carter dans ce domaine.

8.— La collaboration militaire avec la Chine est un élément important de la nouvelle stratégie américaine. Des matériels sophistiqués et des technologies destinées à la fabrication d'armements lui sont vendus afin de lui permettre d'immobiliser les forces soviétiques en Extrême Orient.

9.— Le dernier point de la doctrine reaganienne concernait le développement du dispositif contre-insurrectionnel, qui faisait l'objet d'une attention particulière. Reagan répétait qu'ils n'allaient pas « rester passifs » devant les provocations soviétiques et clamaient leur volonté d'améliorer les capacités d'intervention américaines. Désormais les conflits internationaux sont tous perçus comme des manifestations de la rivalité Est-Ouest, et toute opposition à la politique américaine, toute interprétation divergente sont considérées comme une soumission, consciente ou non, au bloc communiste. L'Europe est fermement invitée à participer au renforcement de la force militaire américaine face à l'URSS, en prenant part aux actions de police dans le tiers monde ou en acceptant l'installation de missiles sur le territoire européen.

Le rappel de la doctrine de défense américaine, et en particulier celle de Reagan nous paraît important pour éclairer l'action que mènent en ce moment les Etats-Unis dans le Golfe persique. En effet, George Bush, n'a en rien innové par rapport au point de vue de son prédécesseur. Dès le début de son investiture les médias américains soulignent l'absence totale d'imagination du nouveau président (4) : il est « sans plan », « fainéant », pas « à la hauteur ». On pourrait ajouter, à propos de l'épisode panaméen, « ridicule », si ce n'était pour les 2 000 morts innocents causés par l'intervention américaine (5) : la capture du général Noriega, un tyranneau local avec lequel Bush avait jusqu'alors entretenu d'excellentes relations, est un acte tout aussi disproportionné que l'invasion de la Grenade du temps de Reagan. On ne peut s'empêcher de penser que lorsque les Etats-Unis se sont heurtés à un ennemi digne de ce nom qui a envoyé un camion suicide sur l'immeuble des *marine's* à Beyrouth, le rappel des *boy's* a été presque immédiat.

Deux faits importants pourtant ont modifié considérablement les données du problème par rapport à l'ère Reagan : l'effondrement du bloc soviétique, qui désoriente complètement les dirigeants américains et les laisse sans initiative et incapables de profiter de leur « victoire » ; et l'ampleur catastrophique du déficit budgétaire, hérité de Reagan, qui réduit considérablement les marges de manœuvres du gouvernement.

Malgré les invraisemblables mutations survenues en Europe de l'Est, Bush en est encore à développer les grands thèmes du temps de... la guerre froide ! « La guerre froide n'est pas finie » déclarait-il en juin 1988 à San Francisco. Son administration aujourd'hui continue de penser que l'opposition entre les deux « grands » va continuer. Le secrétaire à la Défense estime que Gorbatchev sera incapable de réformer l'économie soviétique et qu'il sera remplacé par « quelqu'un qui sera beaucoup plus hostile que lui à l'égard de l'Occident » (6).

Il faut donc, pense Bush, se préparer à « un conflit de longue durée ».

En conséquence de quoi, l'administration réclame l'accroissement de la puissance nucléaire américaine grâce à la mise en place de deux systèmes de missiles intercontinentaux qui permettraient de parer à une « attaque surprise », l'un transporté sur rail et l'autre sur camion. On comprend dans ces conditions le peu d'enthousiasme des dirigeants américains dans leurs négociations sur le contrôle des armements. Gorbatchev annonce-t-il un retrait unilatéral de troupes soviétiques d'Europe de l'Est ? Le secrétaire à la Défense répond qu'il « serait imprudent, ou pis encore, de répondre aux réductions soviétiques par des mesures semblables de notre côté ».

Dans le même esprit l'administration Bush demandait un accroissement des forces destinées à être déployées rapidement dans les régions lointaines du tiers monde ; elle demande le renforcement des unités spéciales, la création d'un nouveau corps de forces spéciales de l'armée de terre, la livraison de nouveaux matériels : avions cargos à long rayon d'action, appareils d'assaut amphibies, nouveaux hélicoptères de combat etc. Ce sont sans doute ces nouveaux joujoux qui ont été récemment inaugurés.

Les intérêts américains lésés

La question reste de savoir si les mutations qui se sont produites de l'Europe de l'Est et en Russie, et qui, a priori, sont des éléments qui pourraient impliquer une certaine détente, peuvent affecter les relations entre le gouvernement des Etats-Unis et le tiers monde.

Le conflit actuel du Golfe montre qu'il n'en est rien. On s'aperçoit en effet que les raisons locales du conflit, qui met en péril l'approvisionnement en pétrole et lèse les intérêts américains, situe l'attitude de Washington en dehors de la problématique de la détente. Mieux (ou pire...), l'ancien adversaire — l'URSS — en vient à participer conjointement à l'opération de police initiée par les Etats-Unis.

Si les événements de l'Est ont contraint les dirigeants américains à réintroduire la détente dans leurs analyses diplomatiques, ceux-ci n'en continuent pas moins à développer la même vision des relations internationales qu'ils avaient en 1945. Les mouvements d'agitation politique et sociale, les convulsions qui secouent certains pays du tiers monde ne peuvent en aucun cas être l'expression de tentatives d'affirmer une voie de développement indépendante des options imposées par l'impérialisme (7) ; ce sont inévitablement à la fois des tentatives de porter atteinte aux intérêts américains et des contestations du mode de vie américain (8) ; feintes ou réelles (9), ces crises servent aux présidents successifs à justifier le maintien d'une politique d'armement massif.

« Selon la doctrine de la crédibilité, la puissance militaire américaine, de par sa simple existence, nécessite d'être en partie utilisée de temps à autre pour demeurer crédible. Il s'agit d'une notion à la fois symbolique, flexible, arbitraire, capable d'être utilisée pour renforcer la confiance d'alliés comme pour attiser la crainte d'adversaires. » (Gabriel Kolko, « Même simplisme à propos du tiers monde, même conception de la détente », *Le Monde diplomatique*, juin 1989.)

Cependant, aux éléments traditionnels de la politique étrangère américaine vient s'en ajouter un nouveau (10) : le déclin relatif de la puissance économique, industrielle et commerciale des Etats-Unis face à la montée de l'Europe, transfert le débat sur la sécurité nationale, de la confrontation Est-Ouest à la confrontation de l'économie nationale avec la concurrence internationale. Il en résulte :

1.— que l'exploitation des ressources du tiers monde, au prix le plus bas, devient un enjeu vital pour permettre à l'économie américaine de récupérer une compétitivité internationale qu'elle a perdue ;

2.— que le maintien de conflits localisés dans le tiers monde est une garantie de stabilité pour l'économie américaine fondée sur un colossal complexe militaro-industriel.

On peut dire en conclusion que l'accroissement de la concurrence entre impéria-

lismes va imposer aux pays du tiers monde producteurs de matières premières et de produits énergétiques une exploitation encore plus féroce de la part des métropoles industrielles. Ce militaire français qui s'exprimait à la télévision au début de l'invasion du Koweït par l'Irak avait parfaitement raison : c'est là le premier grand conflit Nord-Sud.

Raoul Bouillard

(1) Claude Julien, *L'Empire américain*, Le Livre de Poche.

(2) Parmi les partisans de cette théorie figurait Henry Kissinger.

(3) Quelques noms : James Schlesinger, Alexander Haig.

(4) *New York Times*, 2 mai 1989.

(5) *New York Times*, 30 juin 1988.

(6) Déclaration à la Chambre, 25 avril 1989.

(7) Disons-le tout net : il ne s'agit ni d'approuver ni de désapprouver l'annexion du Koweït par l'Irak.

Approuver signifie qu'on prend position pour un dictateur qui a, entre autres choses, massacré des milliers de civils avec des armes chimiques. Désapprouver signifie qu'on se range aux côtés d'un Etat fantoche, qui n'est qu'une création de l'impérialisme — anglais notamment — pour servir les intérêts des compagnies pétrolières ; une création tellement artificielle que le Koweït est contraint, pour faire marcher l'économie du pays, d'importer une masse si importante de travailleurs immigrés, qu'elle représente 60% de la population.

(8) La presque totalité des études américaines sur la guerre de Corée, par exemple, reconnaissent aujourd'hui que l'administration Truman a utilisé la crise pour intensifier la guerre froide.

(9) La politique de Reagan a été une véritable catastrophe nationale qui a conduit à liquider des pans entiers de l'industrie américaine : automobile, pneus, agroalimentaire, machines-outils, etc. Le phénomène a pris une telle ampleur que l'Etat fédéral estime désormais qu'il doit donner son accord, sous des prétextes de défense nationale, aux rachats d'entreprises par l'étranger. L'endettement américain — entreprises, ménages, institutions publiques et financières — dépasse 180% du PNB. La dette extérieure atteint 532 milliards de dollars en 1988, alors qu'en 1980 la balance était créditrice de 106 milliards.

(10) « Nous nous battons sur deux fronts, dont l'un est économique, nous opposant au Japon, à l'Europe, et à l'Asie orientale, un front sur lequel, il fut un temps, notre avance technologique paraissait irrattrapable. Et pourtant, nous semblons avoir perdu. » (S. Hecker, directeur du département de l'énergie du laboratoire national de recherche de Los Alamos. Cité par *Le Monde diplomatique*, avril 1989, p. 3).

CRISE DU GOLFE

Recherchons défaitistes, résolument

(suite de la une)

C'est que, nous dit-on, le Koweït et la Palestine, ce n'est pas la même chose. En effet, il y a dans cette « crise du Golfe » une priorité quasi sacrée : maintenir le monde tel qu'il a été fabriqué au début des années soixante par les puissances coloniales qui ne voulaient pas renoncer à contrôler les richesses pétrolières, érigées au rang de marchandise stratégique. Ces richesses furent confiées à des féodaux locaux et à des roitelets entièrement soumis aux impératifs capitalistes dominants, qui les récompensèrent par une participation active aux opérations les plus juteuses de la finance internationale. Ainsi le fric revint au fric, et les petits Etats du Golfe firent les gros profits.

La crise actuelle pourrait permettre de franchir une étape de plus. Aujourd'hui, c'est une politique de domination totale, de maîtrise absolue des ressources pétrolières par les économies occidentales qui

tente de se réaliser définitivement. La défense du droit international a bon dos. Il s'agit, pour les puissances capitalistes, Etats-Unis en tête, de profiter d'une bonne occasion pour accentuer leur domination politique et économique, pour la rendre exclusive et incontestable. Ils s'imaginent que l'heure est venue de tout se permettre, puisque le gouvernement soviétique lui-même, avide de participer aux bienfaits de l'économie de marché, apporte son soutien explicite à cette croisade du Capital. Décidément, les leçons de l'histoire (nous pensons à l'expédition de Suez et à la guerre d'Algérie) n'ont rien appris aux socialistes qui nous gouvernent. Soumis inconditionnellement à la logique de l'économie dominante (le capitalisme, c'est cruel pour les uns, mais c'est tellement efficace pour les autres !), mais encore assez bien placés sur le marché électoral traditionnel de la gauche, les socialistes français pratiquent en politique extérieure

le même double langage : bons sentiments, droits de l'homme et dialogue Nord/Sud, pour faire écran aux choix « réalistes » qui satisfont les vraies puissances du monde d'aujourd'hui : soutien à l'impérialisme américain, renforcement des positions stratégiques de l'armée française, garanties aux « Etats-coffres-forts » du Golfe dont la raison d'être est exclusivement de servir les intérêts financiers des entreprises occidentales.

Jean Riant, Pascale Lejeune, Eric Burmann, René Warck, Eric Sionneau, Florence Meignant, Claude Cantat, Chantal Beauchamp, Pascal Aubert et Fernando Martins Balona (1)

Tours, le 12 septembre 1990

(1) Pour tout contact, avec les signataires de cet appel, appeler le (16) 47.26.43.18.

URSS

La chute de l'empire bolchevik

L'URSS change tous les jours. A l'aide de deux derniers exemples : le passage à l'économie de marché et la commémoration de la Terreur rouge, Alexandre Skirda nous le confirme.

En ce moment, devant le Soviet suprême d'URSS, on débat du meilleur moyen de passer de l'économie capitaliste d'Etat, dont tous mesurent les résultats catastrophiques, à l'économie capitaliste privée, dite « économie de marché ». Soit, tout bonnement, non plus décider du haut de la pyramide étatique des besoins de chacun et de tous, mais les déterminer par la loi de l'offre et de la demande, à la sauce occidentale, soit-disant couronnée de succès. Aux décennies de plans figés va donc succéder une sauvagerie loi de la jungle, attisée par les pires appétits des compétiteurs. C'est la déroute totale des dogmes marxistes-léninistes sur le développement continu et sans cesse croissant de l'économie, menant inéluctablement à la société d'abondance : le communisme. Le système périclité par là même où il devait réussir ! Ceci, au prix des pires répressions ayant conduit à la disparition de dizaines de millions de réfractaires : quel bilan à la fois dérisoire et tragique ! Cela dit, craignant encore quelque ruse du pouvoir, la grande masse de la population — surtout les kolkhoziens-paysans — ne met pas beaucoup d'entrain à adhérer à ce subit revirement. Seuls, les malins et combinards du régime — souvent d'ailleurs membres de la nomenclatura ou étroitement liés avec elle — se lancent à corps perdu dans cette nouvelle perspective.

Le mirage de l'économie de marché

Les deux projets de passage rapide à l'économie de marché — celui du premier ministre Ryzkov et celui de Boris Eltsine dit des « 500 jours » — ne diffèrent que sur les effets cruels que va entraîner la « vérité des prix », soit à dose de cheval, pour le premier, soit homéopathique, pour le second. Le résultat sera de toute façon le même : on va

soutir aux travailleurs l'argent péniblement gagné et non dépensé faute de produits à acheter (ce qu'on nomme pudiquement « épargne »). Par conséquent, ce sont encore les mêmes qui vont être floués. Voilà

de Vassili Stouss, poète ukrainien, longtemps emprisonné dans le goulag et décédé à la suite de mauvais traitements dans les années 1980. Un bas-relief, le représentant, devrait voir le jour dans cette même rue par

et plusieurs personnes ont été molestées, arrêtées et relâchées peu après. La KAS, fidèle à ses premières positions d'actions communes avec d'autres organisations démocratiques, a participé là où elle



Tableau d'honneur devant l'usine de frigidaire « Minsk ». © J.-M. Scot.

ainsi tracée la perspective qu'offre cette fameuse « économie de marché », jugée être la solution panacée à toutes les difficultés actuelles du pays.

La commémoration de la Terreur rouge

Comme chaque année depuis quelque temps, le 5 septembre dernier a donné lieu à des manifestations dans toute l'URSS, en général devant la statue locale de Lénine, du déclenchement de la Terreur rouge, le 5 septembre 1918, afin d'honorer la mémoire des victimes des répressions et de stigmatiser ces dernières. Tout cela est rapporté par plusieurs agences de presse indépendantes du pouvoir, nées ces dernières années et qui court-circuitent ainsi l'agence officielle TASS, ou mieux fournissent directement aux journaux les informations. Citons les agences Express-chronika, la Glasnost quotidienne, Centre démocratique-info, celle de nos compagnons anarcho-syndicalistes de la KAS, du syndicat libre SMOT et nombre d'autres.

Cette année, la vague de la commémoration est partie d'Ukraine, où l'on a assisté dernièrement à l'enlèvement de plusieurs statues de Lénine et où l'on débaptisa les avenues, les rues de dignitaires bolcheviks. (Les décisions sont prises par le vote des députés de soviets locaux en présence de la foule.)

A Ternopol, par exemple, le 4 septembre, la rue Boudienny a été débaptisée en celle

de la suite. Selon les estimations menées par les organisations démocratiques de la ville, le nombre des victimes des répressions dépasse celui de la population actuelle de la province depuis 50 ans (la région a été annexée en 1940). A Vinnitsa, on a célébré également la mémoire de Stouss et le meeting a exigé la libération immédiate du prisonnier politique ukrainien Bogdan Klimtchak. A Staro Sambor, près de Lvov, 800 personnes ont organisé un piquet autour du bâtiment du KGB. A Kiev, même phénomène devant le bâtiment du KGB de la province. Les manifestants ont brandi des banderoles : « Parti communiste de l'URSS + KGB = Mafia », « Le peuple ukrainien n'a pas besoin du KGB ». A Tchernigov, 300 personnes ont défilé, en évitant de tomber dans les provocations de la milice qui a tenté de provoquer des bagarres. A Donetsk, les manifestants ont déposé une couronne de fils de barbelés sur la statue de Lénine et ont observé une minute de silence à la mémoire des millions de victimes de la terreur rouge ; peu après, les kagébistes locaux ont enlevé de force la couronne de fers barbelés.

A Kazan, en Russie, 6 000 tracts ont été distribués dans la nuit du 4 au 5 septembre, dénonçant les violations des droits de l'homme dans la clinique psychiatrique locale ; Oleg Alexandrov, membre de l'Alliance des anarchistes de Kazan, a participé à cette action. Un autre compagnon de la KAS, Ilya Romanov, a pris la parole à Nijny Novgorod, pour commémorer les victimes de la terreur bolchevique. La foule a sifflé l'intervention d'un kagébiste local qui déclarait que le KGB d'aujourd'hui n'avait rien de commun avec son devancier NKVD des années 1930. A Tver (ville natale de Bakouline), les manifestants ont tenu un stand consacré à Lénine, le fondateur de la terreur rouge, avec des citations de ses œuvres. A Oufa, en Sibérie, des manifestants ont porté un portrait de Lénine maculé de rouge, représentant des taches de sang.

A Omsk, le 8 septembre, 500 manifestants ont défilé avec les banderoles : « Citoyens, résistons à l'hydre du communisme mondial », « le Parti communiste n'échappera pas au tribunal de Nuremberg II ». Le représentant local de la KAS a pris la parole.

A Orsk, même cérémonie de dépôt d'une gerbe de fils barbelés sur la statue de Lénine, dédiée au « chef des bolcheviks-cannibales, Lénine, en reconnaissance des victimes de ses expériences, à l'occasion de l'anniversaire de la Terreur rouge (1919-1990) : 110 millions de victimes ».

A Moscou, malgré la permission officielle du nouveau maire démocrate Gavil Popov, la manifestation a été plus mouvementée, les manifestants voulant aller défilé sur la Place rouge ; des heurts ont eu lieu avec la milice

qui pouvait à cette commémoration, à la condition toutefois, comme il en a été décidé à son deuxième congrès de mars 1990, que ces actions ne servent pas à la propagande anti-humanitaire et à la violence armée. De même, certaines organisations politiques, alliées jusque-là dans la lutte contre la dictature du parti communiste apparaissent maintenant comme des adversaires. Le prochain congrès de la KAS, en octobre, devra élucider la conduite à adopter par la suite à leur égard. par contre, les meilleures relations sont entretenues avec le nouveau syndicat indépendant « Résistance », créé le 3 juillet, établi sur des principes libres, autogestionnaires et syndicaux.

Alexandre Skirda

SUISSE

Crucifix hors la loi

Les crucifix n'ont plus le droit de cité dans les salles d'écoles. Ainsi, en a décidé le Tribunal fédéral de Lausanne, la cour suprême judiciaire helvétique, le 26 septembre. Six années de lutte ont, cependant, été nécessaires. Six années d'une lutte entamée par un habitant de la commune de Cadro, dans le Tessin (canton catholique de langue italienne), qui estimait que le crucifix en classe était incompatible avec la liberté de conscience et de croyance.

« La guerre du crucifix » prend donc fin par la victoire des laïcs. La neutralité confessionnelle que prévoit la Constitution suisse dans l'enseignement public est enfin reconnue.

Il n'est jamais trop tard pour bien faire. Malgré tout, il est regrettable qu'il faille attendre une décision de justice pour en arriver là. Hors la loi point de salut ! Hélas, serions-nous tentés de dire. Comme si le bon sens devait nécessairement avoir recours à des artifices de haute magistrature pour triompher. Plus que des symboles à supprimer, ce sont les mentalités qu'il faut transformer.

Claude Nepper (gr. François-Rabelais)

BELGIQUE

Nouvelles d'« A infos »

LES SCALP (Section carrément anti-Le Pen), depuis plusieurs années, se multiplient en France pour lutter contre la montée de l'extrême droite, ses partis, ses groupuscules...

Il y a un peu plus d'un an, une initiative similaire a été lancée en Belgique. Mais après quelques tracts, communiqués et actions, la section belge a momentanément cessé ses activités. Aujourd'hui, après quelques mois de silence, le SCALP belge reprend enfin du service. Des réunions de « réactivation » ont eu lieu. Il en est ressorti que celui-ci se veut un mouvement antifasciste d'individus rassemblés en groupes autonomes. Il se donne comme objectifs de combattre les résurgences du fascisme, du nationalisme, de la xénophobie et de l'intolérance. Les moyens qu'il se donne vont du tract à la manifestation, en passant par les autocollants, les concerts, les conférences, les collages d'affiches et par une large diffusion d'informations à l'aide d'un périodique, d'émissions radio, de communiqués de presse... Adresse du SCALP : (sans mention) BP 1109, 1000 Bruxelles 1 (Belgique).

Le 15 août, le parti « Ecolo » accuse, chiffres à l'appui : « le logement wallon et surtout le logement social est en voie de "taudification" ».

La Société du logement estime que 48 000 demandes de logement ne sont pas satisfaites. On n'a pratiquement plus rien construit depuis 1982. Sur les 113 sociétés d'habitations sociales

19 présentent un déficit de trésorerie. La politique actuelle du gouvernement est d'inciter à la vente des logements sociaux aux locataires essentiellement à revenus moyens.

Le 21 août, l'association « Pro Vita - Famille et Vie », proche de l'extrême droite belge a introduit un recours devant la Cour d'arbitrage pour tenter de faire annuler la loi sur l'avortement.

A Louvain, le 24 août, un juge de la chambre correctionnelle a demandé que soit retiré de la salle d'audience le crucifix qui en ornait les murs. Ce n'est pas la première fois que la présence de crucifix dans les salles de justice suscite des débats.

Le 27 août, les trois navires de la Force navale, partis le 15 pour la Méditerranée, voguent désormais en direction de la mer d'Oman.

A Tubize, les habitants n'en démordent pas : ils ne s'opposent pas au passage du TGV Paris-Bruxelles-Amsterdam, mais ils le veulent souterrain. Or, le plan de la SNCB ne prévoit pas de souterrain. Ce plan annonce au contraire l'expropriation de 25 maisons. En signe de protestation, une manifestation s'est déroulée le 23 septembre dans la commune voisine de Lembeek.

A infos, n° 2

N.B. Informations extraites de A infos, mensuel né d'une collaboration internationale entre la Coordination anarchiste de Belgique, L'Initiative pour une fédération anarchiste en Allemagne et la Fédération anarchiste française.

ITALIE

Mobilisation pacifiste à Livourne

Le vendredi 14 septembre, s'est déroulée à l'entrée du port de Livourne une manifestation contre la guerre du Golfe et un blocage spontané des activités portuaires, ceci à l'initiative du Comité pacifiste local, de la Démocratie prolétarienne et du Centre social autogéré, on distinguait, par ailleurs, la présence de camarades de l'OCL, de la Fédération anarchiste et d'autres groupes protestataires toscans.

La mobilisation portait contre la militarisation du port, base militaire de l'OTAN et lieu d'embarquement du matériel de guerre américain provenant de Camp Darby. Deux cents personnes présentes, seulement, cela indique le niveau élevé d'inconscience collective et la lourde responsabilité du Parti communiste — 50% de l'électorat « actif » à Livourne — dans son adhésion à la politique de défense du gouvernement italien. La manifestation terminée, le service de contre-espionnage — la Digos — a interpellé et menacé de poursuites pour le blocage du port certains de nos camarades.

Information tirée d'un article de Alan Ford (Umanita nova, le 23 septembre 1990)

NOTES DE LECTURES

Réflexions au masculin

En 1981, les éditions Vrac avaient publié les *Réflexions au masculin* sur la très édifiante histoire de Marie-Andrée Marion, femme violée de Gérard Lecha. Sous le titre d'*Autopsie d'un procès* (1), l'auteur, dont la signature apparaît régulièrement dans le *Libertaire*, livre maintenant les commentaires que lui a inspiré le déroulement de cette affaire, un viol presque « ordinaire ».

Comme il le reconnaît lui-même, sa position n'est pas des plus simples. En tant qu'homme, il se place malgré lui dans le camp des violeurs potentiels, et même s'il s'élève vivement contre ce crime, il n'en souffrira pas comme peut en souffrir une femme. Gérard Lecha me fait penser à ces blancs, en Afrique du Sud, qui se mettent tout le monde à dos en dénonçant l'apartheid : les noirs les observent avec méfiance car ils savent que quelle que soit leur bonne volonté, ces blancs ne seront pas confrontés aux mêmes problèmes qu'eux... Choix difficile et courageux, que celui de rompre une solidarité factice — entre Blancs, entre mâles, etc. — pour en appeler à une solidarité plus large, sans distinction de sexe ou de couleur de peau.

C'est le choix qu'a donc fait Gérard Lecha en nous contant dans ce livre l'horreur et la colère que suscite en lui le viol d'une femme. Et quand cette dernière, parce que lesbienne et internée momentanément dans un hôpital psychiatrique, devient elle-même l'accusée, il estime qu'il en va de son devoir d'homme de protester. Le viol n'est pas qu'une histoire de femme, déclare-t-il. Les magistrats ont un peu trop tendance à se montrer conciliants avec les bons pères de famille, car il s'agit fréquemment de bons pères de famille, qui, un soir de beuverie, ne se contiennent plus et considèrent la gent féminine comme un territoire de chasse. Les magistrats, après

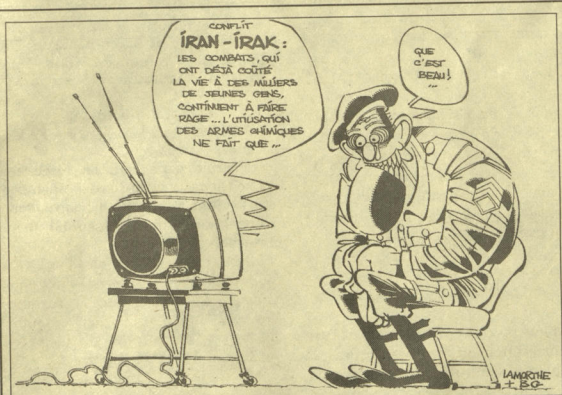
tout, sont souvent des hommes, et eux-mêmes, qui sait ?, se laisseraient peut-être aller à...

Il faut que des voix comme la sienne viennent de temps en temps percer cette espèce de connivence criminelle, grâce à laquelle se perpétuent tant de crimes. Pourquoi les trois violeurs de Marie-Andrée Marion ont-ils été acquittés, alors qu'un voleur de mobylette est, quant à lui, incarcéré pour de longs mois ? Il faut que les auteurs de viols, et d'une manière plus générale tous ceux qui entendent imposer à autrui leur volonté, comprennent qu'il y a des individus qui se refusent d'être complacés par leur silence. Ainsi les choses peuvent-elles changer...

Il convient seulement de regretter que Marie-Andrée Marion n'ait pas réussi, elle, à sortir de ces étroits carcans dans lesquels les us et coutumes de cette société nous enferment, et, conseillée par un groupe « ultra-féministe », ait mal interprété la démarche de Gérard Lecha. Prétendre que celui-ci, parce qu'il appartient au sexe masculin, n'est pas autorisé à s'inquiéter du sort des femmes, semble très contestable et s'apparente, ni plus ni moins, à une forme de racisme. Les représentants de ce sexe serait-il, génétiquement, tous des saulauds ? Il y a de sacrés cons partout : parmi les hommes, bien sûr, mais aussi parmi les femmes, parmi les Blancs, mais aussi parmi les Noirs... Nul groupe humain n'en a l'exclusivité ! La planète Mars, si elle était habitée, ne serait sans doute pas épargnée par le phénomène ! Mais il y a également, et heureusement, des êtres capables de réfléchir, de dépasser les préjugés, et Gérard Lecha nous en donne un bel exemple.

Thierry Maricourt

(1) Samuel Tastet éditeur.



En raison des événements du Golfe, nous vous rappelons qu'il existe un très bon album de BD antimilitariste : « Où vas-tu petit soldat ?... A l'abattoir ! » (éditions du Monde libertaire, 1989). Ouvrage collectif, cet album regroupe divers dessinateurs dont Tardi, Loup, Willem, Solé, Barbe, Pichon, Margerin, Gotlib, etc. En vente, à la librairie du Monde libertaire, au prix de 69 francs.

CINEMA

« Le Prédéstiné »

Shmaïn Ben David, fils de rabbin, refuse de suivre le chemin de son père. Prestidigitateur, il monte des spectacles avec sa compagne et un ami. Les intégristes de son village ne l'entendent pas ainsi : fils de rabbin il est « prédestiné » et doit donc devenir à son tour rabbin. Sous la pression, il cède. Le réalisateur filme alors toutes les multiples facettes de la religion : vente de cassettes, fausses guérisons, manipulations et encadrement des croyants.

Cette parodie de thèmes bibliques : le feu, la rédemption (thèmes dominants dans la religion hébraïque), la dénonciation de l'intégrisme et de la manipulation ont valu de nombreux problèmes à David Naschmann. Les intégristes fascistes du *Goush Emouhin* (« Bloc de la foi ») et de Kahana, choqués par ce film, essayèrent de développer la même stratégie que leurs compères catholiques il y a peu de temps encore. Voilà un film à ne pas manquer.

Sylvain Eischenfeld (gr. Flores-Magon)

INTERVIEW

« Chacun compte pour un » (2^e partie)

Nous poursuivons l'interview des amis de Georgette Vacher, responsable syndicale CGT, qui s'est suicidée à la veille du congrès de l'UD-CGT du Rhône en octobre 1981, et dont il nous reste un témoignage de son travail militant à l'intérieur du Collectif femmes de son syndicat par le biais d'un ouvrage intitulé *Chacun compte pour un*.

Hélène : A travers le livre et ce que vous dites, il y a une redéfinition de ce qu'est l'individu dans le collectif. Pour nous, anarchistes, le collectif ne doit pas primer sur l'individu, il doit au contraire permettre à l'individu de continuer à exister. C'est ce que traduit traduit le livre. Bien sûr, il faut s'unir et agir collectivement pour la force et la richesse qui s'en dégagent, mais en même temps « chacun compte pour un », pour reprendre le titre du livre. C'est ce qui m'a paru très important au niveau de la redéfinition de l'individu dans le collectif. Est-ce ainsi que vous le voyez aussi ?

la redéfinition de l'individu

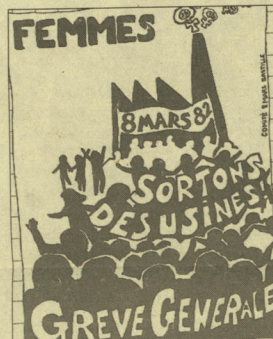
L'amie de Georgette : Oui, cela tourne principalement autour de cela. C'est, en effet, la pierre d'achoppement de tout. Il aurait fallu effectivement qu'on se nie totalement en tant que femme derrière la CGT et je ne vois pas pourquoi nous aurions nié notre identité au nom de la CGT ou d'autre chose. La richesse du syndicat passe bien d'abord par chaque individu et non par la structure, c'est une des raisons pour lesquelles Georgette a été attaquée. A l'intérieur du bureau départemental, le collectif était avec elle, mais elle travaillait tous les jours comme permanente avec des gens, surtout des hommes, qui l'aligeaient et la fliquaient — remise en cause, fouille du courrier. Ce qui a été le plus dur, c'est le lâchage des femmes permanentes. C'est bien connu, il vaut mieux être du côté du plus fort et c'est très difficile d'être du côté des « marginaux ». Le choix de certaines copines (je ne leur en veux pas, car elles ont sauvé leur peau quelque part) a été de se remettre dans les rangs au moment du congrès pour prendre des décisions, avoir des responsabilités. Georgette, au niveau du bureau, s'est retrouvée seule. Le collectif ne pouvait rien. Au moment du congrès, on lui a dit qu'elle ne serait pas représentée au bureau. Dans sa boîte, au département, on lui refusait des responsabilités. Or, sa vie avait été toute entière dans la lutte collective pour un avenir meilleur et surtout pour une vision collective des choses, et n'ayant plus d'outil de travail, elle s'est retrouvée le dos au mur. Elle ne pouvait plus continuer, on lui coupait tout. C'est pourquoi elle s'est suicidée. On lui a fait des propositions, plutôt malsaines, du style être payée pour aller sur une voie de garage où elle n'aurait eu ni responsabilité ni contact avec les copines du collectif. Il y a eu aussi les fliques et les interrogations en douce des copines. C'est allé très loin, on est venu me voir en individuel, chez moi, me faire du marchandage, me draguer. Un copain a été envoyé à mon domicile — beau mec, alors que je suis seule aussi — il est allé jusqu'à ce que j'appelle de la prostitution pour me demander de prendre la place de Georgette. Ils ne se rendaient pas compte à quel point nous étions entières dans ce que nous faisons. Tel était le climat à la veille du congrès.

Christian : Les techniques sont bien connues. Il faut être présenté par le syndicat de sa boîte pour pouvoir être à l'union locale, puis à l'union départementale. On se

démérde pour que, au niveau du syndicat de la boîte, la réunion de préparation du congrès ait lieu le jour où la moitié des copines syndiquées sont sur la chaîne et voilà. C'est classique. Ou les convocations qui arrivent le lendemain. Les méthodes existent qui, en sauvegardant toutes les apparences de la démocratie la plus formelle, permettent de la vider de tout son contenu. Ce sont ces méthodes qui ont été appliquées et dans la forme il y peu de choses à redire.

Hélène : Et dans votre collectif, face à cette bureaucratie, il n'a pas été possible de dégager une force ?

L'amie de Georgette : La force, on l'avait parce qu'on avait une responsable femme. Le collectif n'existait que parce qu'on avait une responsable femme et ce type de fonctionnement. Du jour où cette responsable n'avait plus sa place au congrès, nous avons essayé de nous organiser pour préparer des interventions. Il s'agissait d'expliquer tout le boulot que nous avions fait d'après les grands axes donnés par la CGT lors du 41^e congrès et que nulle part nous n'étions sorties du schéma CGT. C'était notre seule force pour nous



maintenir. Il y avait déjà des distorsions à l'intérieur de la CGT, à propos de la Pologne par exemple, et des gens avaient été mis sur la brèche. On a essayé de se défendre ainsi au congrès. Nous ignorions que Georgette avait choisi de disparaître la veille du congrès. Quelques unes ont pu intervenir, mais nous avons été fliquées sans arrêt. Cela a été quelque chose d'invivable. Nous avons lu la lettre de Georgette, qui est dans le livre, et nous avons espéré que sa lecture ferait prendre conscience aux congressistes de la façon de fonctionner de la CGT. Suite à cette intervention d'Anne-Marie, il y a eu clôture et il a été demandé aux gens de ne pas s'exprimer le soir même et que le débat autour de la lettre aurait lieu le lendemain.

Le temps des Judas

Le lendemain matin, il y eu la prise de parole d'un prêtre-ouvrier, le père Jacquet, qui s'est fait passer pour un ami de Georgette et qui a tourné complètement la lettre en expliquant qu'elle était très fatiguée, les derniers temps. Bref, il axait tout sur le côté « malade ». Il a retourné l'assemblée et après cela personne n'a pris la parole. Le reste du congrès, c'était la ligne dure. Ils ont eu de telles pratiques que nous, collectif, nous n'avions aucune possibilité de nous en sortir. La copine qui a été mise responsable du secteur féminin a été élue, mais toutes celles qui faisaient partie du collectif ont été carrément rayées. Je n'ai plus eu le droit d'aller à l'union départementale, toutes les copines avaient dit qu'elles rendraient leurs cartes, 100 cartes c'est du fric ! C'est monté jusqu'à Paris, notre fédération (service public) était plus ouverte alors qu'au niveau de l'UD, mais la métallurgie avait la main mise sur l'union départementale, union connue pour être dure. Le collectif a essayé

de se structurer, de fonctionner entre nous pour ne pas se perdre, mais sans liberté, sans moyen financier et tout en menant une vie syndicale à côté. Et très vite, cela s'est avéré impossible. Prises entre l'impossibilité matérielle et le coup que nous avions pris moralement, les copines ont lâché.

« Il n'y avait pas de chef, nous étions à égalité »

Jusqu'en 1986, j'ai essayé de me battre à l'intérieur du syndicat, de sensibiliser des copains qui se vantaient d'amener une ouverture. Cela n'a pas été possible et j'ai baissé les bras. Je pense qu'il faut changer le fonctionnement de chaque individu. Qu'il s'agisse de n'importe quelle organisation syndicale ou politique, tant qu'on passera par des prises de pouvoir individuelles... C'est aussi un des aspects découverts dans notre collectif, il n'y avait pas de prise de pouvoir, jamais. Georgette n'a jamais utilisé de pouvoir quelconque. Il n'y avait pas de chef, nous étions à égalité, chacune était là avec sa richesse et cela n'a plus été possible après. C'est pour cela que le collectif n'a pas pu reprendre après, nous n'avions pas de moyens. L'organisation a su nous couper l'herbe sous les pieds.

Christian : Dans le mode de fonctionnement, le secteur féminin a détonné. Il y avait le lien syndical, mais aussi les liens personnels, le travail en commun et le vécu quotidien. Il n'y avait pas de limites. Au niveau des hommes dans l'action syndicale ça n'existe pas, on va boire un coup ensemble, mais des comportements où il y a très peu de barrières entre la vie syndicale et la vie tout court, c'est très difficile.

L'amie de Georgette : Nous discussions ensemble, nous allions au cinéma ensemble, nous échangeons des bouquins. Il y eu un réseau bibliothèque entre nous, cela allait très loin. Les réunions se passaient chez les unes et les autres et non dans les locaux syndicaux, pour garder les gamins ; on tenait compte de chacune. Ce qui dérangeait beaucoup est que nous avions de bons rapports avec les copines des autres syndicats et nous avions même des actions communes, notamment avec le collectif CFDT. Georgette avait un rayonnement important et à partir du moment où on a un rayonnement important, on devient douteux...

Hélène : ... dangereux. Cela ne m'étonne pas que les femmes ne mettent pas de barrières entre leur vie privée et leur vie professionnelle et syndicale. Quand on quitte le boulot, on va faire les courses, récupérer les gosses... justement ces problèmes de vie privée pèsent sur la vie professionnelle et syndicale ; les femmes en sont conscientes et c'est cela qui paraît dangereux pour les hommes car c'est la remise en question de l'organisation de la vie et de la répartition des tâches entre hommes et femmes, et de leur pouvoir.

L'amie de Georgette : Il y avait des copines qui venaient aux manifestations en racontant à leur mari qu'elles allaient faire les courses, pour se justifier. Alors évidemment, ce type de discussions ne faisaient pas partie du discours syndical CGT, mais c'était la vie de tous les jours.

Hélène : Il y a aussi des maris qui interdisent à leur femme de se syndiquer et celle-ci doit le dissimuler.

L'amie de Georgette : C'était tout cela le collectif, une remise en question radicale du fonctionnement du quotidien. Pour le 25^e anniversaire d'Antoinette (revue féminine de la CGT, aujourd'hui disparue), nous avions fait un travail monumental avec des poèmes écrits par des copines, des musiques composées, des chansons, une recherche historique sur la lutte des femmes. Il y a eu une richesse extraordinaire chez les femmes.

(suite et fin au prochain n°)

RENDEZ-VOUS

ANNECY

Une liaison existe sur Anancy (Haute-Savoie) : pour la contacter écrivez aux Relations Intérieures qui transmettront.

FRESNES-ANTONY

Le groupe de Fresnes-Antony tient ses permanences chaque samedi matin, entre 10 h 30 et midi, au 34, avenue Jean-Moulin (ex-route de Fresnes), à Antony.

LAON

Le groupe Pierre-Kropotkine d'Anizy-le-Château vous informe qu'une conférence sur l'éducation libertaire, animée par Jean-Marc Raynaud, aura lieu le samedi 6 octobre, à 20 h 30, à la Maison des associations, à Laon. En après-midi trois exposés auront lieu au même endroit :
- 15 h 45 - 16 h 45 : expériences libertaires d'hier (Cempuis, La Ruche...), par J.-M. Raynaud ;
- 17 h - 18 h : la crèche parentale de Lille, par le gr. Humeurs noires ;
- 18 h 15 - 19 h 15 : le lycée autogéré d'Oléron, par J.-M. Raynaud.

LILLE

Le Centre culturel Benoît-Broutchoux, situé 1-2, rue Denis-du-Péage (M^e Fives), à Lille, reprend ses activités. Sa bibliothèque est ouverte le jeudi en soirée et le samedi en après-midi.
Pour tout renseignement téléphonez au 20.47.62.65.

NANCY

Le groupe Jean-Roger-Caussimon de Nancy vend le Monde libertaire chaque dimanche, à partir de 10 h, sur le marché de Vandœuvre. Pour le contacter, écrivez aux Relations Intérieures qui transmettront.

PARIS

Le groupe Pierre-Besnard vend le Monde libertaire chaque dimanche, à l'entrée du marché de la place des Pêches (19^e arrondissement) entre 10 heures et midi.

RENNES

Le groupe de Rennes de la Fédération anarchiste organise le jeudi 4 octobre, à 20 h 30, à la MJC La Paillette, une réunion-débat intitulée : « L'Anarchisme aujourd'hui ». Le film de Bernard Baisat « Ecoutez May Fiquery » sera projeté en première partie.

TOULON

Le groupe Région toulonnaise et le Centre d'études et de culture libertaires tiendront un stand, les 13 et 14 octobre, au Forum des associations, chapiteau des Lices, à Toulon. Entrée libre.

LA GARDE

Le groupe Région toulonnaise et le CECL seront également présents les 13 et 14 octobre au Salon du livre, salle Gérard-Philippe, de La Garde (Var). Entrée libre.

Souscription Pologne, lancée en janvier 1990

Liste définitive :

- Groupe FA/Alexandre-Berkman de Poitiers : 200 F, Collectif anarchiste de Bourgoin-Jallieu (Isère) : 100 F, T. Guillaume : 100 F, C. Jacquier : 200 F, B. Gerbot 100 F, J.-C. Labille : 50 F, anonyme de Montpellier : 100 F, S. Carot : 100 F, G. Bouchat : 100 F, P. Alves : 50 F, R. Bianco : 100 F, E. Eytard : 125 F, Y. Crognon : 100 F, B. Nappi : 250 F, N. Pouljot : 30 F ; anonyme : 200 F, M. Bellaton : 150 F, J. Decaen : 120 F, J.-F. Barou : 1 000 F, C. Cajean : 50 F, A. Doulut : 100 F, B. Guigourèse : 40 F, O. Moudenner : 300 F, J. Ollivier : 100 F.
Total : soit 24 souscripteurs, pour une somme de 3 765 francs.

Union régionale Rhône-Alpes (FA)

TELEVISION

La démission des socialistes dans l'audiovisuel

Après l'exposé sur la grève à la SFP, publié dans le Monde libertaire du 13 septembre, Pierre Régnier analyse la politique socialiste menée dans l'audiovisuel depuis l'arrivée de François Mitterrand au pouvoir.

Le 27 août 1990, dans une interview au journal Le Point, M. Patrick Le Lay, PDG de TF1, disait : « Pour produire des fictions plus ambitieuses, visant un marché international, il faut des diffuseurs riches. La BBC et la Rai le sont. Pas nous, puisqu'on nous empêche de gagner de l'argent. »

Le Lay, Mougeotte et les autres bénéficiaires des grandes casses de 1974 et 1986 n'arrêtaient pas de donner des leçons de « morale » aux décideurs — officiels, car désormais ce sont eux les vrais décideurs — de la politique audiovisuelle de la France. Au moins ne se trompent-ils pas, dans leur cynisme, sur la réalité des télévisions publiques puissantes en Europe : la Grande-Bretagne et l'Italie en ont encore une, pas la France.

Le déficit d'A2

Quand on évoque le déficit d'A2, plus important, proportionnellement, que celui de la SFP, on s'abstient désormais de l'ajouter à celui-ci. Au contraire on l'y oppose, et on explique que la SFP, trop chère, est l'une des causes du déficit d'A2, qui limite ses ambitions et justifie qu'elle continue de se vendre aux publicitaires. Examiner ensemble le déficit des chaînes publiques et celui des moyens publics de production montrerait trop clairement le gâchis, et le mépris dans lequel sont tenus les téléspectateurs-contribuables depuis 16 ans. Parmi les victimes de la parcellisation il faut citer aussi FR3, que ses responsables engagent dans la voie douteuse de l'économie mixte plutôt que de chercher à rentabiliser ses moyens de production, là encore payés par les téléspectateurs mais estimés « surdimensionnés » et progressivement rognée par la pub et le parrainage, la SEPT enfin qui, en obtenant elle aussi l'autorisation de se vendre à des parrains perd son statut moral de « dernier refuge de la qualité et de la liberté ». La parcellisation, qui ne laisse presque pas d'argent pour la production, fait encore des victimes chez les comédiens, qui travaillent de moins en moins pour le petit écran, et qu'on cherche à priver de leurs droits lors des rediffusions.

Dans l'article cité en exergue Patrick Le Lay accuse le Conseil supérieur de l'audiovisuel de privilégier la télé publique et d'organiser « une concurrence déloyale de l'Etat ». C'est hélas faux mais M. Le Lay sait qu'il peut jouer sur l'ambiguïté du système. Mis en place pour réglementer à la fois les chaînes publiques et privées, qui ne devraient pas

avoir grand chose en commun, le CSA, comme avant lui la CNCL, passe son temps à fermer les yeux sur les exactions des chaînes privées et à déplorer que ce — savait avant la création du CSA et même de la CNCL — que ce système est ingérable, déraisonnable, culturellement mutilant, faisant de la télé mercantile le modèle de la télé publique ; mais on pratique la fuite en avant au nom des « intérêts de la France en Europe ».

La démission gouvernementale

Déjà l'année dernière M. Le Lay osait déclarer : « D'un simple point de vue philosophique, je considère que l'Etat devrait traiter tout le monde sur un pied d'égalité au lieu d'aider le secteur public contre le secteur privé » (1). Cela signifiait en clair que l'Etat devrait traiter de la même manière les intérêts de la famille Bouygues et ceux de 50 millions de citoyens. Mais à l'époque personne, et surtout pas les gouvernants, ne se faisait remarquer au PDG le culot qu'il affichait dans son propos. C'est que, déjà, les gouvernants de gauche avaient adopté la « philosophie » de M. Le Lay. A la base de la démission gouvernementale cet autre volet de la philosophie, qu'avait explicité Marcel Jullian juste après la privatisation de TF1 : le fait, pour les téléspectateurs, d'avoir payé une chaîne publique pendant des années ne les rend pas collectivement propriétaires de cette chaîne, ça leur donne seulement le droit de recevoir des émissions.

Concernant la SFP nous avons vu, avec les rocardiens de l'époque, que Giscard et Chirac ont établi les conditions de sa faillite dès sa création en 1974 (2). Mais la responsabilité de Jack Lang est tout aussi importante. Depuis son premier passage au ministère de la Culture en 1982, il n'a cessé de montrer concrètement sa volonté de privatiser la production de la télé publique. Il l'a affirmée à plusieurs reprises aux patrons du secteur privé dans leurs journaux professionnels. Il a convaincu Mitterrand, puis les rocardiens, puis, en fin de compte, tous les socialistes ou presque. Il faut rappeler que c'est lui également qui, le soir même d'un congrès du PS décidant du retour de TF1 à la communauté nationale en cas d'accès de la gauche au gouvernement a annoncé que la chaîne resterait privée. Sur ce point précis on n'a jamais su s'il prenait une initiative personnelle ou s'il n'était que le porte-parole du président de la république, particulièrement faible sur l'audiovisuel dans sa Lettre à tous les Français d'avant sa réélection. Cette attitude rendait en tous cas très hypocrites les propos tenus par Jack Lang à Prague, il y a quelques mois, pour mettre en garde la Tchécoslovaquie de Vaclav Havel contre les dangers que constituaient les télé privées.

« Le problème, dans l'audiovisuel, c'est qu'il n'y a pas de morale » disait Anne au cours de l'émission du 7 juillet sur Radio-Libertaire (3). Plus précisément, il n'y a plus que la « morale » Le Lay/Jullian évoquée plus haut : tout le monde paie la télé mais quelques-uns décident de son contenu et, de plus en plus, empochent l'argent de la redevance. Ce dernier point n'est pas même contesté par Jean-Pierre Hoss dans la préparation de son plan de restructuration de la SFP. A plusieurs

reprises, parmi les raisons de la nouvelle crise il citait le transfert de la maîtrise de production (et de la marge bénéficiaire qui, dans la production télé, se situe surtout à ce niveau) aux producteurs privés. Précisons que, parmi ceux-ci, ce sont les moins créatifs, les plus démagogues qui bénéficient le plus largement de la manne publique, puisque ce sont eux que l'AUDIMAT consacre comme champions de la concurrence aux heures du plus grand racolage.

Si les socialistes ont entériné, puis finalement aggravé la politique audiovisuelle de la droite, c'est qu'ils avaient, au fond, la même conception du « service public de télévision » : il se confond avec le monopole et il doit être à notre service si nous arrivons au pouvoir. A sa manière Michel Charasse a confirmé cette conception dans un récent « 7 sur 7 ». Répondant aux téléspectateurs qui militent contre la pub sur les chaînes publiques, il a pris un ton menaçant pour évoquer une télé uniquement payée par la redevance : dans ce cas ce serait une télé dirigée par l'Etat et alors ! Cette persévérante réduction du choix entre deux esclavages, étatique — gaulliste, fasciste ou stalinien, c'est à quelques nuances près, le même — ou affairiste, cette « inaptitude à la démocratie » dans l'audiovisuel est finalement symbolique du ralliement de la « gauche » à la philosophie de ses adversaires dans tous les domaines. Ralliement à cet « économicisme » qui veut que l'économie prime tout, y compris la culture et la communication, c'est-à-dire les deux secteurs qui, parce qu'ils sont indispensables à la démocratie de demain, auraient dû sauvegarder à tout prix leur liberté, donc la nôtre.

Parce qu'ils avaient préconisé une politique audiovisuelle contraire à celle qui se fait — une télé indépendante à la fois du pouvoir politique et des affairistes et une participation croissante des citoyens à sa gestion et à l'élaboration de ses programmes — les rocardiens ralliés portèrent la plus lourde responsabilité historique.

Le temps de l'irrationnel

En ce temps d'invasion de l'irrationnel (4) et de prétendue mort des idéologies, la vieille idéologie capitaliste du XIX^e siècle triomphe avec arrogance. Son slogan « enrichissez-vous ! », adressé à la bourgeoisie de l'époque s'adresse aujourd'hui à tous les citoyens mais légèrement modifié : « enrichissez-les ! ». Mais Rocard est content. Grâce aux centaines de milliers de petits salaires versés chaque mois sur les comptes du Crédit lyonnais, Bernard Tapie peut se payer la firme allemande Adidas. La France est donc en excellente santé. C'est tout juste s'il va falloir, pour raison de « crise du Golfe » serrer un peu la ceinture des instituteurs et des infirmières, ces « nantis » qui, comme chacun sait, « ne sont pas porteurs de marches » ; comme on dit, à la SFP, pour désigner les licenciés.

Pierre Régnier

(1) Le Figaro du 29 juin 1989.

(2) Cf le Monde libertaire du 13 septembre 1990.

(3) Une cassette de cette émission est remise par les participants de la télé à ceux qui leur fournissent une cassette vierge de 90 minutes.

(4) Cf le dossier du Canard enchaîné intitulé « Le grand bazar du bizarre ».

SOMMAIRE

PAGE 1 : Recherches défilistes, La doctrine militaire US, Appel à marins volontaires.
PAGE 2 : Le culturalisme : mensonge politique.
PAGE 3 : Procès des mutins de Loos, Perquisition à la COPEL, Mal-logés, Editorial, Infos dernières.
PAGE 4 : Antifascisme radical à Tours, La Contribution sociale généralisée, Manifestation pacifiste, En bref.
PAGE 5 : La doctrine militaire US (suite), Recherches défilistes (suite).
PAGE 6 : URSS, Suisse, Belgique, Italie.
PAGE 7 : Notes de lecture, Interview des amis de Georgette Vacher (suite), Cinéma.
PAGE 8 : La démission des socialistes dans l'audiovisuel, Sélection Radio-Libertaire, Infos FA.

Sélection Radio-Libertaire (89.4 FM)

Jeudi 4 octobre

- « Flagrant désir » : (19 h 30 - 20 h 30) : le Café de la danse et ses invités.

Vendredi 5 octobre

- « L'Invité du vendredi » (19 h - 21 h) : Claude N'Guyen, de la Ligue des droits de l'homme (LDH).

Samedi 6 septembre

- « Chronique syndicale » (11 h 30 - 14 h 30) : l'actualité sociale de la semaine.

- « Y'en a pas un sur cent » (19 h 30 - 21 h) : interview d'un membre de la Société anarchiste tchécoslovaque. Cette émission sera diffusée en alternance avec l'émission spéciale sur Proudhon, au cours des six semaines à venir.

Dimanche 7 octobre

- « Folk à l'air » (12 h - 14 h 30) : Window Maker (blues grass).
- « Les Damnés de la Terre » (20 h - 22 h) : l'Irak.
- « L'Imaginaire » (22 h - 23 h) : anarchisme et science fiction, à partir d'un roman de Wells, Men like gods (émission en 5 parties).

Mardi 9 octobre

- « Blues en liberté » (10 h - 12 h) : Elmore James.
- « Paroles d'associations » (19 h 30 - 21 h) : l'Association des handicapés physiques et des insuffisants sensoriels, avec la participation de M. Roy.

PARUTIONS



TEE-SHIRT

Le groupe Ascaso-Durruti de Marseille a édité un tee-shirt reproduisant le dessin de Reiser « Vive l'anarchie... Mieux que ça ! ». Son prix est de 50 francs. Ce tee-shirt est à commander à Jean-Pierre Louÿ : 9, cours Joseph-Thierry, 13001 Marseille.

PRESSE

Le n° 71 de Contre vents et marée (journal d'humeur anarchiste) vient de paraître. On peut se le procurer au prix de 5 francs à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à l'association « Contre Courants », la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (Isère). L'abonnement est de 50 francs (les chèques sont à libeller à l'ordre de l'association).